

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°705 JEUDI 28 AVRIL 1988 10,00 F

## EXTRÊME DROITE, CONSENSUS,

# LE VOTE NE CHANGE RIEN



# 1ER MAI DANS LA RUE

François,  
Jacques  
et Jean-Marie

**A** la veille du second tour des présidentielles, alors qu'il ne reste plus que deux candidats en lice, un troisième larron fera la différence. Avec quelque 14,5% des voix, Le Pen sait en effet que le représentant de la droite doit compter sur son électorat pour être élu. Quel que soit le résultat de ces élections, le paysage politique français changera ou, du moins, une évolution dont l'origine date des années 1981-1983 s'institutionnalisera. Mitterrand élu, un gouvernement socialo-centriste amènera une cassure au sein de la droite et obligera une frange de celle-ci, soit à durcir encore son discours, soit à rejoindre le Front national. Une victoire de Chirac pourrait, dans un premier temps, freiner Le Pen mais les gages donnés à ce dernier pour assurer l'élection du candidat de la droite conditionneront l'avenir.

Bonnet blanc, blanc bonnet... bien hardi sera celui qui pourra affirmer que l'une des situations est la moins pire. L'alternative présente en définitive Le Pen comme un partenaire incontournable et ce personnage, ainsi que son électorat, décideront du nom du pantin placé sur le siège présidentiel. Quant à la politique menée par l'un ou par l'autre, elle sera globalement la même.

Comment en est-on arrivé là ? Outre des facteurs bien particuliers, dont la conjonction a favorisé l'ascension du lepénisme, un tel phénomène repose essentiellement sur le jeu électoraliste des leaders et des partis politiques. La gauche autant que la droite portent la responsabilité de la ré-émergence de ce courant qui avait disparu de la scène politique française depuis la Seconde Guerre mondiale.

### Un homme et une situation

La crise économique s'éternisant et impliquant une modification des structures sociales, la peur du lendemain et les doutes

(Suite page 3)



Les débuts  
du féminisme  
par un témoin

PAGE 7

## communiqués éditions

### • BORDEAUX

L'Union locale de la Fédération anarchiste de Bordeaux appelle l'ensemble du mouvement libertaire et ses sympathisants de Bordeaux et de la région à se joindre à son cortège pour la manifestation du 1<sup>er</sup>-Mai. Rendez-vous place Jean-Jaurès à 9 heures, le dimanche 1<sup>er</sup> mai, à Bordeaux.

### • GRENOBLE

Les groupes de la Fédération anarchiste de la région Rhône-Alpes vous invite à venir manifester avec eux le 1<sup>er</sup>-Mai à Grenoble. Rendez-vous devant la gare S.N.C.F. au plus tard à 9 h 30.

## Cours sur l'anarchisme

La commission propagande lance une nouvelle série de cours de formation, les mardis à 20 h 30 au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (métro Abbesses).

- Le 3 mai : « Fondements économiques d'une société égalitaire ». La lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges.
- Le 10 mai : « Le fédéralisme ». Une autre manière de s'organiser dans la liberté.
- Le 17 mai : « La question de l'Etat ». Conceptions anarchistes et conceptions marxistes.
- Le 24 mai : « L'anarchisme et le monde du travail ». Méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe.
- Le 31 mai : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires ». L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.
- Le 7 juin : « Comment lutter et comment s'organiser aujourd'hui ? »

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Politique : Editorial, François, Jacques et Jean-Marie, Les pièges de la légalité, Communiqué F.A. — PAGE 4, Luites : S.N.E.C.M.A., Inès Torres, R.A.T.P. — PAGE 5, Répression : Ensisheim, Antifascisme à Angers, Toulouse et Le Havre, Manif prisonniers politiques — PAGE 6, Histoire : A propos de Daniel Guérin, le militant, l'historien et le théoricien — PAGE 7, Dossier : Mai 68, Paroles de femmes — PAGE 8, Dans le monde : Israël, un Etat de quarante ans, Les territoires occupés — PAGE 9, Relations internationales : Revue de presse, Corée du Sud, Etats-Unis, Canada, Espagne — PAGE 10, Archives : Le 1<sup>er</sup>-Mai sous Vichy — PAGE 11, Expressions : Pierre Desproges, Fête de la C.N.T., Exposition Jette With, Cinéma — PAGE 12, Social : Suite de l'interview du secrétaire général du S.T.C.

## Abonnez vous !

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n <sup>o</sup>	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n <sup>o</sup>	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n <sup>o</sup>	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n <sup>o</sup>	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n<sup>o</sup>.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

### • « BROCHURE »

La République des conseils de Bavière est un épisode méconnu de l'histoire révolutionnaire. Pourtant des anarchistes tels que Mühsam et Landauer y participèrent en lui donnant un caractère original. Cette brochure est la première synthèse en français sur les conseils de Bavière (de leur formation à la répression contre-révolutionnaire) et jette un éclairage différent sur la révolution allemande, trop souvent limitée à l'action des spartakistes. Disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.



### • « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le n<sup>o</sup> 48 de « Contre vents et marées » est sorti ; il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre-courants », La Lachère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Le prix est de 2 francs le numéro, et l'abonnement est à 50 francs par an.



## communiqués

### • LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux (tous les vendredis de 21 à 23 heures sur Radio-Campus), sera consacrée à Mai 68 (interviews, témoignages et analyses de J. Lesage de la Haye, M. Joyeux, J.-P. Duteuil, etc.) les 6, 13, 20 et 28 mai prochains.

### • LILLE

Le groupe Benoît-Brouchoux vous propose samedi 14 mai, de 15 à 19 heures, une rencontre-débat avec Vladimir Borissov, représentant à l'étranger du S.M.O.T. (syndicat libre d'U.R.S.S.). Cette rencontre aura lieu au Centre culturel de Lille, 1-2, rue Denis-du-Péage, métro Fives (tél. : 20.47.62.65). Nous vous rappelons d'autre part que le centre culturel est une structure de réflexion et d'intervention libertaire (au service des mouvements sociaux), que sa bibliothèque compte actuellement plus de 700 titres et que des permanences sont organisées tous les mardis, de 19 à 20 h, et tous les samedis, de 15 à 19 h.

### • TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organise une « Semaine du cinéma libertaire » du 25 au 31 mai, au cinéma Utopia à Toulon. Samedi 28 mai, à 20 h 30, projection-débat « Aux quatre coins du Canard enchaîné ». Table de presse et exposition d'affiches sont également au programme.

### • THIONVILLE

« Le chardon noir », symbole d'une Lorraine de lutte. Un groupe de la Fédération anarchiste est en formation sur la région de Thionville (à l'ombre des tours de Cattenohy). Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

### • SAINT-DIÉ

Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Saint-Dié, les anarchistes désirant prendre contact avec cette liaison peuvent écrire aux Relations intérieures à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) qui transmettront.

### • SCHERWILLER

Le groupe Luis-Bunuel de la Fédération anarchiste vient de se former à Scherwiller. Il invite les sympathisants anarchistes de la région de Sélestat et de Colmar à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations intérieures.

### • SAINT-NAZAIRE

Le groupe de Saint-Nazaire de la Fédération organise un meeting anti-électoral « Agir au lieu d'élire », le mercredi 4 mai à 20 h 30 à la maison du peuple, salle B, Place Allende.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n<sup>o</sup>55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## éditions

### • AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

### PRESIDENTIELLES :



(Cette affiche est aussi disponible en autocollant)

### DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS :  
ILS VOUS PROMETTENT  
LA LUNE.

ELUS :  
ILS DEVIENNENT  
LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES  
DES PRIVILEGES ECONOMIQUES,  
ET DES INEGALITES SOCIALES.

L'URNE  
CERCUEIL DE VOS ILLUSIONS



## AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste

145, rue Amelot 75011 PARIS

### • « LA TORCHE »

Le numéro 10 du journal « La Torche », édité en collaboration avec le groupe de la Fédération anarchiste de Moulins (Allier), vient de paraître. Il est disponible au prix de 7 F, à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : A.C.L., B.P. 49, 03402 Yzeure cedex. Au sommaire : élections, militarisme, société, cléricalisme, une nouvelle et des informations diverses... Les personnes désirant recevoir un spécimen gratuit à l'occasion de la prochaine parution peuvent se faire connaître. Le groupe de Moulins de la Fédération anarchiste invite par ailleurs les lecteurs du « Monde libertaire » dans l'Allier ou les départements voisins à entrer en contact avec lui, si ce n'est déjà fait.

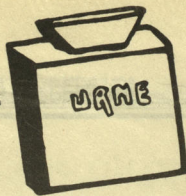
### • « AUTOCOLLANTS »

Pour appeler à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Paris, deux autocollants ont été édités et sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (prix libre).



## Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



PRÉSIDENTIELLES

François, Jacques et... Jean-Marie

(Suite de la page 1)

sur l'avenir se sont installés chez de nombreuses personnes. Mélange d'éléments rationnels et irrationnels, ces hantises (chômage, délinquance, terrorisme international, etc.) s'amalgament pour déboucher sur la peur de ce qui est nouveau, étranger et différent. Conscient ou inconscient, il s'agit du sentiment diffus que la crise (d'abord économique, puis sociale et culturelle) n'est pas provisoire et que la prospérité, la sécurité relative et le confort des trente dernières années sont remis en cause. Notre société dite d'abondance est devenue celle des « nouveaux pauvres » (avec tous les schématisés qu'une globalisation implique).

Les Français ont donc besoin de sécurité, qu'on les rassure... Et voilà qu'un homme présente des solutions radicalement simples, il est bardé de certitudes et prône l'égoïsme national, le repli sur soi... Inefficace sur le plan économique, certes, mais quelle importance puisqu'on fait appel à l'irrationnel de chacun d'entre nous. Car Le Pen n'est pas un homme nouveau, et si l'illusion fonctionne malgré tout c'est que rien n'aurait pu arriver sans un gouvernement socialiste, le consensus technocratique gauche-droite et le « réa-

lisme » des gestionnaires de tout bord. La gauche ne fait plus rêver... Le Pen offre le mythe, l'imaginaire politique ! Les solutions à la crise, dans le cadre du système capitaliste sont complexes, voire inexistantes... Le Pen donne des recettes, des « y'a-qu'à » ! La droite n'a plus de leader charismatique depuis la disparition du général de Gaulle... Le Pen présente sa personne médiatisée à l'extrême.

Ainsi le leader du Front national unit dans un fourre-tout idéologique les nostalgies antagonistes, les déceptions de toute sorte : monarchistes, nationalistes révolutionnaires, néo-poujadistes, catholiques intégristes, pétainistes, anciens de l'O.A.S., déçus du socialisme, transfuges du R.P.R. et de l'U.D.F. Voilà comment, avec l'environnement idéologique adéquat, on arrive à recruter une ultra-droite populaire et fascisante.

Les ambiguïtés des politiciens

Que l'on prenne les principaux thèmes du Front national (sécurité, immigration, étatisme, famille) et l'on constate que le terrain idéologique a été balisé depuis plusieurs années par des éléments se réclamant de la Nouvelle Droite (Club

de l'Horloge, par exemple) ou par des groupes (C.N.I.P.) et des individus de la droite classique (R.P.R., U.D.F.). Comment s'étonner dès lors que ce qui était dit presque honteusement, ou d'une façon détournée, soit revendiqué haut et fort par un Le Pen ? Surtout que cette idéologie se nourrissant de xénophobie, d'élitisme (républicain ou non), de refus de la solidarité, a quelquefois et partiellement touché des leaders de la gauche, la légitimant en quelque sorte.

Face au Front national, le comportement des politiciens de droite ne pouvait qu'être ambigu : refus minoritaire de la part des libéraux à principes, alliances de moins en moins occultées pour les autres, et même surenchères de la part de certains, comme Pasqua par exemple qui n'hésite pas à passer aux actes (charters d'expulsés, augmentation des forces de police et du contrôle social, extraditions...).

Mais l'extrême droite a autant servi au Parti socialiste, comme élément de division du principal

adversaire politique. En laissant le Front national se développer (élection à la proportionnelle, anesthésie générale des militants, refus de s'impliquer directement dans une argumentation antixénophobe, contradictions de la politique d'immigration...), les socialistes ont poursuivi un but électoraliste visant à amoindrir la droite classique.

L'arbre qui cache la forêt

Ce jeu d'apprenti sorcier des politiciens de gauche et de droite conduit à une société consensuelle où l'alternative ne semble plus se présenter qu'entre social-démocratie et libéralisme, avec l'épouvantail de l'extrême droite fascisante pour servir de repoussoir, étouffant de toute façon les velléités de révolte et de changement. Le P.S. a été un gérant loyal du capitalisme, poursuivant les restructurations commandées par la droite. Les politiques socialo-communiste, socialiste, puis libérale n'ont eu comme consé-

quence que de faire payer aux travailleurs le prix de la crise économique (développement du travail précaire pour gommer les acquis sociaux, attaque du droit de grève, remise en cause de la protection sociale, etc.). Car le but de ces politiciens est la modernisation de l'économie française, en permettant aux industriels de dégager des bénéfices pour investir et en modelant les conditions de travail afin de les adapter aux nécessités du moment : flexibilité, précarité... Combattons donc l'extrême droite, sans compromission et sans compter sur l'illusion du système électoral pour barrer la route aux idées liberticides. Agissons dans la rue, sur le lieu de travail, dans les syndicats, les associations, les communes. Mais n'oublions pas que Le Pen est également dangereux parce qu'il permet aux politiciens traditionnels de perpétuer et de renforcer le système capitaliste et d'injustices dans lequel nous vivons.

P.B.  
Gr. Sacco-Vanzetti

ELECTIONS

Les pièges de la légalité

AUSSI surprenant que cela puisse paraître, il se trouve un certain nombre de gens parmi la population qui vont voter sans le moindre intérêt pour la boutique électorale. Deux raisons les motivent : soit le civisme, c'est-à-dire une attitude plus religieuse que raisonnée (comment défendre un principe dont on constate l'échec ?), soit un sentiment très proche qui consiste à dire que l'abstention mène à la dictature. Nous tenterons de réfuter ici ce mythe en essayant de montrer que les possédants ne respectent la légalité que lorsqu'elle leur sert. Par contre, la démocratie n'est pas un rempart contre la dictature. Elle ne peut être facilement prise de l'intérieur de par la logique même des institutions démocratiques qui incitent à la passivité.

La montée du nazisme en Allemagne est un exemple fameux. Lorsque s'établit la république allemande, vers 1919, le pays se dote de la Constitution la plus libérale qui soit : presque tous les partis peuvent être représentés et le fédéralisme étatique garantit à chaque région un minimum de choix politique. C'est du moins l'impression que laisse le pays à cette époque. Pourtant il va basculer dans l'horreur sans le moindre putsch ! On entend souvent dire que c'est la division des forces de gauche et démocratiques qui ont empêché de faire barrage à Hitler. C'est une explication insuffisante qui cherche surtout à dédouaner les socialistes fondateurs de la république.

De l'Allemagne nazie

Le noyau de base du nazisme servit sous les ordres des socialistes pour écraser la République des conseils de Bavière (1), et celui-ci put se développer dans une région purgée de toute contestation ouvrière. Après l'échec du putsch de 1923, à Munich, Hitler se résolut à jouer la légalité puisque l'armée servait d'arbitre et que les partis communistes et socialistes étaient dotés comme les nazis de groupes paramilitaires surentraînés. Malgré des échecs et des succès relatifs, le parti nazi — minoritaire — essaya de se poser avant tout comme un élément indispensable pour les coalitions électorales. Ainsi s'explique le contrôle progressif des régions et l'entrée d'Hitler à la Chancellerie. Après, ils purent parachèver l'ouvrage par des coups de force.

Face à Hitler, la population était encadrée par des partis électoralistes dont elle suivait aveuglément les consignes. C'est à la demande de leurs députés que les ouvriers de Berlin se dispersèrent en 1933 alors qu'ils voulaient lutter dans la rue. Lorsqu'éclata l'incendie du Reichstag, l'année suivante, le responsable du parti communiste de Berlin se précipita au siège de la Gestapo pour déclarer que son parti n'y était pour rien. On imagine les ricaneurs des nazis, organisateurs de la provocation, devant tant de légalisme ! Au niveau du gouvernement, cela se passa de façon encore plus simple. En 1933, le chef nazi arrive au deuxième tour des élections présidentielles contre Hindenburg, le candidat conservateur. Tout naturellement, les voix de gauche — voire de révolutionnaires — se reportèrent sur ce dernier, seul garant de la démocratie. Hindenburg fut élu et, peu après, se résolut à appeler son adversaire à la tête du gouvernement avant de décéder élagement.

Il est évident que la situation actuelle n'a absolument rien à voir avec l'Allemagne, mais qui pourrait empêcher un président affaibli et influençable de nommer Premier ministre un Le Pen ? Rien, à cause de la confiance de l'électorat ! Tout ceci pour dire que les élections ne font pas écran contre les tentatives de dictature. C'est précisément le comportement de type électoral qui lui permet de triompher au bout du compte. On peut évidemment avancer que c'était parce que la démocratie n'était pas assez solide en Allemagne que le nazisme a pu

triompher. Une solide majorité électorale mettrait la population à l'abri de ce genre d'aventure... Pourtant l'exemple du putsch franquiste est tout aussi éclairant.

A l'Espagne franquiste !

En 1936, la gauche triomphe aux élections et les généraux se révoltent, entraînant des régions entières avec eux, ce qui prouve bien que les vrais valeurs des possédants ne sont pas le Parlement et la légalité. Mais plutôt la propriété (et l'Eglise dans ce cas précis), quitte à réorganiser les pays lorsque le système ne convient plus. La riposte viendra de la rue, des anarchistes par exemple et d'autres mouvements ouvriers qui feront échouer à de nombreux endroits la tentative tandis que la République avouera son impuissance.

Dès que les institutions ne garantissent plus un certain ordre, elles sont remises en cause sans problème et celui qui essaierait d'améliorer la société doit abandonner la croyance démocratique. Ce n'est pas un hasard si les seuls droits utiles et qui méritent ce nom sont sans cesse remis en cause : droit de grève, de réunion, de manifester, voire de publier ; tous perpétuellement rognés. Quant aux urnes, leur efficacité est nulle, tant en période de calme que de grands troubles. Nous avons la permission de jouer avec ce hochet. Qui en veut ?

Yves AXEL

(1) La République des conseils de Bavière, Editions Partage Noir, en vente à la librairie du Monde libertaire (15 F).



Editorial

CARTON plein pour tous. On a beau dire que les élections ne nous intéressent pas, que ce ne peut être qu'à travers les luttes sociales que pourra s'affirmer une société définitivement débarrassée de toutes les scories et tous les miasmes politiques, il reste un fait patent, le résultat du premier tour le montre, il est plus nécessaire que jamais de s'armer pour combattre l'extrême droite.

La montée des crypto-nazis est hélas ! caractéristique de notre société en crise. On ne répètera jamais assez souvent que c'est l'exploitation démagogique des problèmes de l'immigration et du chômage qui génère le fumier nationaliste. On commence par montrer du doigt l'étranger et on termine par la pureté de la race. C'est simple à l'exéc. Et chacun sait que ce sont les idées simples qui marchent le mieux.

Les récentes opérations de police menées par Pasqua à l'encontre, entre autres, de trois de nos camarades de la Fédération anarchiste dans le cadre de la recherche de Black War sont également révélatrices. Dernier feux d'artifice pour rassurer, on désigne un bouc émissaire : l'anarchiste. Tous ceux qui relèvent la tête, tous ceux qui œuvrent contre l'autoritarisme sont ainsi couverts d'opprobre et humiliés. C'est aussi ça la montée de l'extrême droite. L'indifférence quasi générale vis-à-vis de la répression est le symptôme qu'une bonne partie du peuple, sur lequel s'appuie les velléitaires démocrates, est prête à accepter l'inacceptable.

Laisser devenir l'extrême droite incontournable, c'est mettre le doigt dans un engrenage dont on imagine difficilement comment il peut s'arrêter de broyer les consciences, de bosseler les crânes, d'étouffer l'intelligence. Notre survie alors, la survie de notre volonté farouche de prendre nos affaires en mains ne s'obtiendra que dans la rue. C'est le sens de notre rassemblement du 1er mai. C'est maintenant qu'il ne faut pas se laisser atteindre, ne pas considérer l'extrême droite comme un adversaire politique mais comme un ennemi de classe excessivement dangereux, avec lequel aucun compromis n'est alors possible. L'effet Le Pen s'accroît de jour en jour, c'est à tous les révolutionnaires de se mobiliser pour bâtir des structures sociales afin que disparaissent à jamais le totalitarisme et le mépris.

Agir au lieu d'élire

Le Front national tentera de squatter, cette année, le 1<sup>er</sup> Mai journée traditionnelle de revendications des travailleurs, pour en faire la Fête de Jeanne d'Arc. Le Pen en profitera ainsi pour monnayer son désistement au second tour des présidentielles. Mais que Mitterrand ou Chirac remporte la victoire électorale, les travailleurs continueront à payer les frais de la crise. Depuis 1981, les politiques socialo-communiste, socialiste puis libérale n'ont eu qu'un but : casser les acquis sociaux pour rendre l'économie française compétitive.

Contre la provocation de l'extrême droite, contre le consensus social-démocrate-libéral, pour réaffirmer que les intérêts des travailleurs ne sont pas ceux des politiciens de tout bord pour la défense du capitalisme, la Fédération anarchiste appelle à manifester le 1<sup>er</sup> mai 1987, à 10 h, place de la Bastille à Paris.

Fédération anarchiste

S.N.E.C.M.A.

## Les grévistes n'attendent pas de promesses

Le conflit a démarré le 9 mars à Gennevilliers (fonderies, forges) dans l'unité d'action C.F.D.T.-C.G.T. Après des grèves d'une heure par jour accompagnées de meetings dans les ateliers, les travailleurs, en assemblée générale, décident des grèves reconductibles de 24 heures à partir du 16 mars. Elles sont suivies à 95% dans les ateliers. Les grévistes occupent les portes de l'usine sans empêcher l'accès aux non-grévistes. Ils revendiquent 1 500 F d'augmentation pour tous : c'est l'estimation de la perte de leur pouvoir d'achat cumulée depuis des années.

La Société nationale d'études et de construction de moteur d'aviation, la S.N.E.C.M.A., est le premier motoriste européen. Ses moteurs équipent les Concorde, les Boeing, les Airbus, les Alphajet, les Mirage et bientôt les Rafale. La direction a imposé des sacrifices à ses salariés (départ en préretraite, blocage des salaires) au nom de la guerre économique et, pendant ce temps, les gains de productivité ont augmenté de 60%. Pour l'année 1988, la direction espérait continuer sur la même voie.

Le 21 mars, cinq cents travailleurs de Gennevilliers se rendent à la S.N.E.C.M.A. de Villaroche (étu-

des, montage et essais). La grève y est aussi votée. Le 23 mars, c'est le tour de Corbeil (usinage), soit 13 000 salariés dans la région parisienne. A l'heure où, après le discours de l'abbé Pierre, la lutte pour les salaires paraît démodée, les travailleurs de Chausson ont été en conflit durant cinq semaines en revendiquant 1 000 F pour tous, et c'est maintenant le tour de la S.N.E.C.M.A.

### Désinformation d'une partie de la presse

Une partie de la presse occulte l'information ou, lorsqu'elle en parle, c'est pour discréditer les grévistes en les présentant comme des nantis dont le salaire moyen serait de 13 000 F brut. Ce chiffre est exact, mais il englobe tous les salariés, y compris ceux des dirigeants de l'entreprise. En fait, la majorité des salariés touche un salaire inférieur à ce montant et il faut savoir que le minimum est de 5 875 F. De plus, leurs salaires incluent des primes liées à l'exercice d'horaires typiques (2x8, 3x8, travail de nuit) qui sont une obligation pour une grande partie des ouvriers.

Cela dit, les salaires de la S.N.E.C.M.A. sont plus élevés en moyenne que dans de nombreuses



entreprises de la métallurgie, d'autres branches du privé et que dans la fonction publique, sans parler des précaires et des chômeurs. Mais est-ce une raison pour accepter une baisse continue de leur pouvoir d'achat ? Ou a-t-on jamais vu que les contraintes qui pourraient consentir certains travailleurs aient profité à d'autres travailleurs !

### Un mouvement original

Par ailleurs, il paraît important de noter que ce mouvement, légitime et massif, est pour le moins inattendu en pleine période électorale. Peut-être est-ce révélateur d'une certaine relativisation de cette échéance, comme solution aux revendications pour les salariés, une manière de réaffirmer que l'émancipation des travailleurs viendra d'eux-mêmes. Ce mouvement n'est-il pas également révélateur de quelque chose de plus profond, d'une nouvelle donne qui commencerait à émerger parmi les travailleurs dans leurs appréhensions des politiques sociales, salariales mises en œuvre par le patronat et l'Etat, de même que des ripostes qu'il faut apporter... Le commencement de la fin de l'intériorisation de la crise et de ses contraintes parmi les travailleurs ?

de tout mettre en œuvre pour que l'unité des travailleurs se manifeste par la solidarité et surtout par la reprise en charge par d'autres salariés de leur propre lutte sur les salaires. Par la suite les grévistes des trois usines S.N.E.C.M.A. sont allés en manifestation à la rencontre des salariés d'Hispano-Suiza à Colombes et d'Air-France à Orly.

Même s'il s'agit encore d'exemples limités en nombre, c'est là le reflet du fait qu'en 1988, les contradictions entre le patronat et le salarié n'ont pas changé de nature, les conditions de la paix sociale ne sont pas réunies (n'en déplaise à la clique des politiciens) ; qu'il faut être extrêmement attentif à ce qui peut couvrir dans d'autres lieux de travail.

Les travailleurs de la S.N.E.C.M.A. et de Chausson ne sont pas différents des autres (et pourtant il existait des différences importantes entre ces deux entreprises), personne n'a « pressé sur le bouton », et pourtant les faits sont là. Ils ont su mettre en avant une revendication unifiante, subversive par rapport à l'ambiance dominante sur les salaires, et lutter.

Il n'y a aucune raison que le phénomène ne se reproduise pas ailleurs. Et même si à Chausson ils n'ont pas tout gagné, même si à la S.N.E.C.M.A., il ne gagnent pas tout non plus, il y a des graines semées qui fleuriront un jour ou l'autre.

Gr. Fresnes-Antony

## Soutien à Mario Inès Torrès

Mario Inès Torrès est incarcéré depuis début avril à la prison de haute sécurité de Alcalá de Meco. Depuis cette date, il est au mitard sans que ni lui ni ses proches ne sachent pour quelle raison.

Le mitard de Alcalá de Meco est particulièrement gratiné : il y est interdit aux détenus de s'asseoir durant la journée, des fouilles sont effectuées plusieurs fois par jour, ainsi que toutes sortes de brimades. Il faut dire que la prison de Meco a été spécialement étudiée pour « accueillir » les détenus de l'E.T.A. militaire, d'où un régime des plus sévères.

Concrètement, pour soutenir Mario, il faut :

- lui écrire personnellement ;
- envoyer des télégrammes au juge chargé de son dossier pour exiger sa mise en liberté conditionnelle et son jugement dans les plus brefs délais à l'adresse suivante : Excellentissimo senior Presidente, seccion terciara, sala de la penal, Audiencia Nacional, Calle Garcia Gutierrez n° 1, 28004 Madrid (Espagne). Le texte est le suivant : « Solicitamos respetuosamente libertad provisional y pronto juicio para Mario Inès Torrès ».

Adresse de Mario : Centro penitenciario de Meco, Carretera de Meco, km 5, 28 800 Alcalá de Henares, Madrid (Espagne).

Gr. Albert-Camus

### Dernière minute

La Coordination Inter-S.N.E.C.M.A. s'est à nouveau réunie vendredi 22 avril à la Bourse du travail de Paris. Il a été proposé aux comités de grève de retourner à Citroën-Aulnay, d'envoyer une délégation à Michelin-Clermont-Ferrand et d'organiser une « initiative médiatique » pour la semaine du 25 au 30 avril.

De son côté la direction de la S.N.E.C.M.A. Villaroche (Seine-et-Marne) a saisi en référé les grévistes pour « entrave à la liberté du travail » jugement mardi 26 avril 14 h 30 à Melun.

## Amis lecteurs

Nous en savons la nécessité, nous en parlons, et bien maintenant c'est fait ! La librairie du Monde libertaire s'est dotée d'un micro-ordinateur. Trois gros points noirs, la gestion de stock, le réapprovisionnement des rayons et la mise à jour régulière du catalogue librairie (ainsi que la dégradation financière de la librairie déficitaire sur l'année 1987) nous ont poussé à prendre le taureau par les cornes et à entreprendre le travail d'informatisation de notre librairie.

Nous en avons profité pour refondre certains rayons. Une rubrique cinéma-théâtre a ainsi vu le jour et le rayon disques qui devenait trop étroit a doublé ! Les améliorations ne se limiteront pas à la gestion. Vous pourrez par exemple savoir immédiatement si nous possédons un titre quelconque. Et pour tous ceux qui commandent régulièrement, un catalogue beaucoup plus complet sortira courant mai.

C'est le moment de venir au 145, rue Amélot (Paris XI<sup>e</sup>) car nous avons retrouvé certains ouvrages et brochures aujourd'hui épuisés... Pour continuer à remplir son rôle de librairie de propagande anarchiste, cette dernière se devait de faire le nécessaire afin d'améliorer son fonctionnement, et ainsi offrir plus à tous ceux que nos idées intéressent.

Les administrateurs et les permanents de la librairie

Voici pour le mois de mars la liste des prélèvements automatiques au Monde libertaire auxquels nous vous invitons donc à souscrire dans la mesure de vos moyens :

Alain CABANETTES (100 F) ; Mateo SANCHEZ (50 F) ; Alain BADER (69 F) ; Gr. Bakounine (100 F) ; Patrice ATZORI (50 F) ; Gr. Berneri (150 F) ; Pierre BOUEY (80 F) ; Bruno LAPORTEL (100 F) ; B. BOLTELLE (25 F) ; Jean-André CORNIC (10 F) ; Gérard ESCOUBET (50 F) ; Luc FERNANDEZ (50 F) ; GIRAUD-CHAUVIGNER (300 F) ; Gr. de Rouen (50 F) ; Guy MILLOT (20 F) ; ETCHEGOREN (100 F) ; Gérard PIVERT (25 F) ; Louis MAGLIONA (200 F) ; Graziella MAIER (50 F) ; Giselle MOULIE (30 F) ; Pierre CHAPEYRROU (100 F) ; Yves PEIRAT (50 F) ; Gr. Région toulonnaise (50 F) ; Yves PEYRAUT (100 F) ; Gr. Louise-Michel (150 F) ; Annette ABASSOFF (100 F) ; François Gérard (60 F) ; Jean-François RETOU (100 F) ; Farhat AZZOUZI (50 F) ; Lionel NICAUT (50 F) ; Didier CORDELET (30 F).

Total : 2 449 F - 660,66 F de frais divers = 1 788,34 F

Total depuis janvier 1988 : 5 270,33 F

R.A.T.P.

## Brimades quotidiennes

Le 19 avril à 10 h a eu lieu, au dépôt de Nanterre, une manifestation de protestation contre la répression policière et contre les licenciements, suite aux incidents du 14 avril (voir le Monde libertaire du 21 avril 1988).

A l'origine de ces incidents, le licenciement d'un machiniste, à qui la direction reproche officiellement douze retards en trois ans. Simple prétexte pour licencier un syndicaliste de la C.G.T., comme elle l'a fait avec d'autres militants, soit en utilisant les conseils de discipline, soit en se référant à des commissions médicales pour déclarer inaptes les militants dont elle veut se débarrasser.

Depuis quelques mois, la répression s'est largement développée à la R.A.T.P. Les brimades sont quotidiennes ; un exemple parmi d'autres : au dépôt de Clichy, on sanctionne les machinistes qui portent un nœud papillon alors que le règlement prévoit une cravate ! Idem pour la couleur de la chemise, qui doit être bleue,

sinon gare ! Les chaussures doivent être en cuir et de couleur sombre, etc.

Dans tous les dépôts, la chasse à l'absentéisme, et plus particulièrement à ceux qui sont trop souvent malades, est ouverte. C'est là qu'interviennent les commissions médicales : trop d'arrêts-maladie entraînent l'inaptitude, et donc la réforme. Les conditions de travail sont telles que physiquement et nerveusement, beaucoup de machinistes craquent (les machinistes qui représentent 25% des effectifs sur l'ensemble de la R.A.T.P. constituent 50% des cas d'inaptitude). C'est dans ce contexte que la répression syndicale s'est développée, le nombre de sanctions et de licenciements étant le moteur des luttes.

Toutefois, on ne peut que regretter le refus catégorique de la C.G.T.-R.A.T.P. d'engager une action unitaire. Cela lui permet de proposer, comme solution unique à tous les problèmes liés aux conditions de travail et de répression

syndicale, de bien voter le 24 avril ! C'est ce que la C.G.T. a réaffirmé lors de la manif du 15 avril devant la préfecture des Hauts-de-Seine, ainsi qu'à la manif du 19 au dépôt de Nanterre : le vote Lajoie au premier tour des élections comme solution miracle ! Il fallait y penser.

Ceci dit, le climat détestable anti-syndical et répressif de la direction a atteint un degré insupportable, et les grèves, les débrayages et les actions de tous ordres se multiplient. Il ne reste plus qu'à espérer qu'une fois passées les élections, la défense des travailleurs gardera le même intérêt pour les syndicats qui ont fait monter la tension. Le contraire signifierait que les travailleurs de la R.A.T.P. se sont fait posséder, en servant de faire-valoir à des partis politiques hégémoniques dans des syndicats dont le but principal est, actuellement, de les faire bien voter.

JEAN-PIERRE (Gr. « La Cécilia »)

ENSISTHEIM

Alerte pour la « justice »

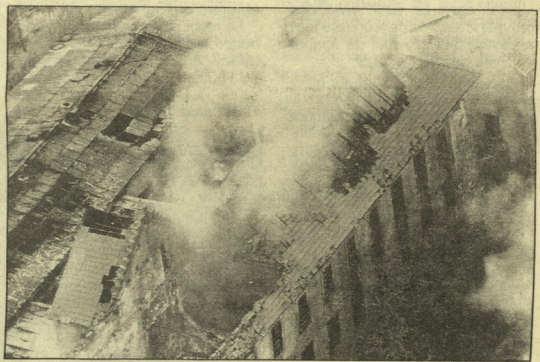
ILS ont tout compris ! Albin Chalandon, les syndicats de l'administration pénitentiaire et la presse bien pensante ont expliqué — et tenté d'enterrer — dans un chocer presque sans fausse note la mutinerie de la centrale d'Ensisheim.

Comme si, sur les 249 prisonniers qui ont participé à la destruction de la centrale, il n'y avait que des « anciens » de Saint-Maur. Comme si les remises de peines refusées, les libérations conditionnelles accordées au compte-goutte, les promesses trahies et les espoirs cassés n'étaient pas le lot commun de toutes les centrales de France, en ces temps de consensus sécuritaire.

peu rouge a flotté sur les toits de la prison, et l'une des revendications des mutins portait les quartiers d'isolement. De fait, l'isolement, cette torture aseptisée, a pour but de détruire physiquement et moralement tant les « droits communs » rebelles que les prisonniers politiques. Que les prisonniers se solidarisent sur le thème de l'isolement est sans doute ce que craint le plus le ministère de la Justice, d'où la répression féroce de la mutinerie d'Ensisheim.

une grève de la faim et de la soif durant trois jours. Enfin, les sept « meneurs » inculpés risquent fort une condamnation « pour l'exemple »... Les crapules de Force ouvrière pénitentiaire ont protesté contre le « laxisme » de Chalandon, pleurnichant qu'à ce rythme trente prisons seraient détruites avant que les trente prochaines ne soient construites. Nous le souhaitons autant qu'ils le redoutent.

Pascale CHOISY



LE HAVRE

Racine et violence

VOICI déjà quelques mois, certains skin-heads nazillons avaient agressé un ouvrier de conscience et ses amis au sortir d'une soirée. Il était monnaie courante que les punks ou tous ceux qui, à leurs yeux, pouvaient sembler basanés soient leurs victimes privilégiées. Aujourd'hui, c'est le F.N. qui se montre à visage découvert. Si ses colleurs d'affiches ont déjà pu, sans trop faire de bruit, envoyer à l'hôpital un passant qui déchirait leurs affiches voici une semaine, ces derniers jours, ils se déchinent.

à coups de bates de base-ball. Pour riposter, une manif est alors organisée par le comité antiraciste du Havre pour le mercredi 20 avril. Celle-ci se déroula sans incidents et fut l'occasion d'un collage de nombreuses affiches antifascistes et antiracistes.

La situation de violence dans le quartier ne fait ainsi qu'empirer après les multiples descentes du F.N. La peur règne, et la communauté n'est guère prête à témoigner. Si sans témoignages précis, il est encore impossible de certifier qu'il s'agit d'un crime raciste, la colère est à son comble. Une marche silencieuse a eu lieu ce vendredi 22 avril, à la sous-préfecture du Havre. Elle regroupait environ un millier de personnes, Environ de toutes origines (beurs, Français, etc.).

Dimanche après-midi, ce sont les colleurs du comité de soutien à Juquin qu'ils agressent. Peu de temps avant, l'un d'entre eux venait de rosser Abdel-Kader, un passant,

L'épisode suivant est certainement plus tragique. Dans la soirée suivant la manifestation, un ressortissant algérien ancien formateur à l'A.P.A.A.M. (Association pour l'aide et l'alphabétisation des migrants), Mohamed Lahreche, est abattu en rentrant à son domicile par un homme en cagoule.

PHILIPPE (Gr. Jules-Durand)

PRISON

« Prisonniers politiques » ?

IL fallait s'y attendre : une manifestation de soutien aux prisonniers politiques Basques, Corses et Antillais, à la veille d'une grande consultation démocratique, risquait de heurter la sensibilité du ministère de l'Intérieur. Le samedi 23 avril, une centaine de manifestants, essentiellement venus du Pays basque, ont été durement — mais discrètement — tabassés en plein jour, près de la place Denfert-Rochereau.

inquiétez pas, tout va très bien ». Lorsque les manifestants se sont remis en marche, un cordon de policiers barrait le boulevard. Pas question de passer. Les matraques ont vite été dégainées. Bilan : plusieurs militants basques tabassés et, pour l'un d'entre eux, le nez cassé.

La manifestation devait avoir lieu à 15 heures, devant la prison de la Santé, avec, entre autres mots d'ordre, « Non à l'isolement total ! », « Non à la déportation, les prisonniers à la maison ! », « Non à l'anéantissement des détenus politiques et des prisonniers rebelles ! ». Bien sûr, les accès à la rue de la Santé étaient bloqués par des cars de C.R.S. et des policiers, mitrailleuse en avant.

Les manifestants ont donc reflué vers la place Denfert-Rochereau. A nouveau, ils ont été bloqués, sur le trottoir cette fois, par d'autres policiers qui les ont encerclés, cachés à la vue des passants par les cars de police, et immobilisés pendant plus d'une heure. « L'ambiance était extrêmement tendue, très menaçante », raconte l'un des manifestants.

Mais les manifestants sont parvenus à remonter le boulevard qui longe la prison jusqu'à la place Denfert-Rochereau, pendant qu'une délégation était reçue par le directeur de la Santé. Après avoir occupé pendant près d'une heure le Lion de Denfert, le cortège est redescendu vers la Santé où la délégation a rendu compte de son entretien. En une phrase : « Ne vous

L'attente angoissante entre les cars a pris fin lorsque la police a décidé de ramener manu militari les militants (les Basques, mais aussi les autres) dans les bus qui étaient venus du Pays basque. Ce « transfert » s'est déroulé avec une extrême brutalité : coups de pieds, coups de matraques... Bref, le scénario classique d'une expulsion. A ceci près — et c'est une « première » — que cette fois-ci c'est de Paris qu'on a expulsé les amis et les militants solidaires des prisonniers indépendantistes.

P.C.

ANGERS

Manifestation antifasciste

STIRBOIS deviendra-t-il aussi célèbre que Le Pen ? Le 14 avril, à Angers, les antifascistes ont tâché d'y parvenir. Le danger d'un mouvement simplement « anti-Le Pen » était apparu clairement aux yeux du « Cartel unitaire contre l'extrême droite » qui s'est constitué à Angers depuis plusieurs mois, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, où militent activement plusieurs militants libertaires. La

venue du n° 2 du Front national à Angers était l'occasion de démontrer que nous pouvions mobiliser non seulement « contre Le Pen », mais aussi et surtout contre le fascisme et le Front national dans son ensemble.

habitudes, quittèrent le cartel pour des motifs inavoués et sans doute inavouables (l'entrée du comité Juquin dans le cartel par exemple), le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. déclarant simplement qu'« ils » feraient quelque chose ailleurs. En fait d'« ailleurs » et de « quelque chose », ils appelleront à la même manif à la même heure, mais séparément. Quand le risque du ridicule pointe son nez, le sectarisme imbécile recule.

Pari audacieux, notamment en pleine période de congés scolaires. Le paquet fut mis au niveau de la propagande, notamment dans les quartiers populaires. Le P.C.F. et la C.G.T., fidèles à leurs

Le 13 avril, ce furent 600 personnes qui manifestèrent derrière une banderole unitaire, « Halte à l'intox de l'extrême droite » et avec un tract unitaire. Seul le P.C.F., en queue de manif, comme jadis les groupuscules gauchistes, déploya sa banderole et diffusa ses tracts avec quelques dizaines de militants. Succès incontestable donc, largement repris par les médias locaux. Avec même un complément du secrétaire départemental du Front national qui, devant Stirbois et une maigre centaine de personnes, qualifia la manif de « vaste pouibelle allant au P.C.F. du Planning Familial... »

PATRICK (Gr. d'Angers)

Le cartel départemental regroupe : la L.D.H., le groupe F.A., la C.F.D.T., la F.E.N., la F.C.P.E., la Ligue de l'Enseignement, le Planning Familial, la L.C.R., le P.S.U., le Comité Juquin, l'A.M.F., l'A.P.T.I.R.A. (F.A.S.T.I.), l'U.N.E.F.-I.D., le P.S., S.O.S.-Racisme, le M.A.N.

Communiqué

Une vingtaine de personnes ont été interpellées dans le cadre de l'enquête sur des attentats revendiqués par Black-War, dans ce cadre, un amalgame honteux a été pratiqué entre anarchisme et terrorisme. En cette période électorale, l'Etat n'hésite pas à employer la répression aveugle par le rattachage sur des personnes du mouvement anarchiste, comme du rock alternatif et du mouvement antiraciste et antifasciste. C'est sans aucun doute dans le but de criminaliser le mouvement libertaire qui refuse le consensus social, et qui remet en cause la paix sociale adorée par les politiciens de droite comme de gauche. Consensus qui se fait sur le dos de milliers de laissés-pour-compte : les chômeurs, les travailleurs précaires, etc.

La Fédération anarchiste dénonce la désinformation et l'intoxication qui sont faites autour de cette affaire par un pouvoir en difficulté qui, en cette campagne électorale, cherche à élargir son électorat en lognant vers l'extrême droite. La Fédération anarchiste condamne cette volonté de criminaliser le mouvement libertaire, dans le but de renforcer la fascisation de la société en mettant en place le délit d'opinion.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Bruits de bottes à Toulouse

Jeudi 21 avril, Henri M., militant actif du S.C.A.L.P. à Toulouse, se rendait à une réunion. Alors qu'il était sur le point d'y arriver, deux voitures de flics en civil se lancent à sa poursuite et le coincent. Les flics se jettent alors sur lui et le tabassent à tour de bras. Henri a reçu pas mal de coups de matraques et de coups de pieds dont un, très violent, au flanc droit.

Quelques militants de la Fédération anarchiste et de la C.N.T., qui se rendaient à la même réunion, ont pu le récupérer et le faire examiner par un médecin. Son état étant sérieux, Henri a été transporté à l'hôpital. Il souffre d'un traumatisme interne au flanc droit ainsi que de contusions multiples ; les médecins réservaient encore leur diagnostic le vendredi 22 avril au soir.

La semaine dernière, nous vous citions le cas d'un de nos militants à qui les policiers avaient cassé le poignet. D'un autre compagnon au cuir chevelu fendu, ainsi que plusieurs interpellations suite à la manif contre Le Pen. Dix jours plus tard, c'est Henri, militant antifasciste de toujours, qui est la proie des forces de l'ordre en pleine rue.

Toulouse, ville pilote pour la sécurité des citoyens et pour la lutte antiterroriste — ce qui nous vaut un nombre impressionnant de flics de toutes sortes — est vraiment une ville pas sûre du tout. Nos gouvernants n'ont assurément pas attendu les conseils de Le Pen pour faire entendre le bruit des bottes et distribuer les coups de matraque.

Plus que jamais, dans nos usines, dans nos quartiers, dans nos luttes, nous devons dénoncer et combattre le véritable terrorisme : celui de l'Etat et de ses bandes armées.

J.-V.

DANIEL GUÉRIN

## Un militant sans frontières

DANIEL GUÉRIN, né en 1904, issu d'une famille bourgeoise libérale et dreyfusarde, comptant parmi ses ancêtres le menuisier Duplay, hôte de Robespierre et le saint-simonien Gustave d'Eichthal, diplômé de sciences politiques, « entre dans la vie » avec des œuvres littéraires de jeunesse tout en ayant des activités de libraire en Syrie de 1927 à 1929.

A la suite d'un voyage en Indochine en 1930, où il profite des traversées pour dévorer un nombre impressionnant de textes politiques allant de Proudhon à Marx en passant par Sorel, à la suite de sa découverte des réalités coloniales et, du fait aussi, de sa fréquentation de jeunes ouvriers des « faubourgs », Daniel « jette son froc aux orties », rompt avec son milieu bourgeois, s'installe à Belleville et devient correcteur, s'engageant dans le syndicalisme révolutionnaire autour de Pierre Monatte et du « groupe-revue » *Révolution Proletarienne*.

Parcourant en 1933, à bicyclette, l'Allemagne hitlérienne, il en ramène un document de première heure sur la montée du nazisme, qui paraît dans le *Populaire* de la S.F.I.O. (repris plus tard sous les titres *La Peste brune* et *Fascisme et grand capital*, Maspero). Dans les rangs de la S.F.I.O., Daniel, déjà antistalinien viscéral, rejoint les rangs du socialisme révolutionnaire autour de Marceau Pivert et de la tendance « Gauche Révolutionnaire ». Seul « pivertiste », membre de la « commission coloniale de la S.F.I.O. » (sic !). Il s'oppose violemment aux positions assimilationnistes dominantes, soutenant déjà la nouvelle organisation « Étoile nord-africaine » de Messali Hadj.

Membre actif du mouvement des occupations d'usine durant le Front populaire, en tant que responsable inter-syndical en banlieue, Daniel, aussi cofondateur des Auberges de jeunesse, est un des éléments les plus radicaux de la Gauche Révolutionnaire et l'un de ceux qui se plaignent pas outre mesure de son exclusion, voulant avec le nouveau Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.) créer un « authentique parti révolutionnaire ». D'autant que la politique de non intervention de Blum, face à l'appel à la solidarité de l'Espagne révolutionnaire, scandalise Daniel et ses camarades, qui tentent de toutes leurs forces d'apporter soutien politique et matériel, autour de Maurice Jacquier, à la C.N.T., la F.A.I. et au P.O.U.M., s'opposant par ailleurs aux sinistres menées des sbires de Staline.

Animé de positions défaitistes révolutionnaires, le P.S.O.P. disparaît avec la deuxième guerre mondiale, mais en 1939, Daniel est chargé de créer à Oslo (Norvège) un secrétariat international du Front ouvrier international contre la guerre, rassemblant en une sorte de « Zimmerwald bis » tous les courants socialistes de gauche opposés par internationalisme prolétarien à la guerre « impérialiste ».

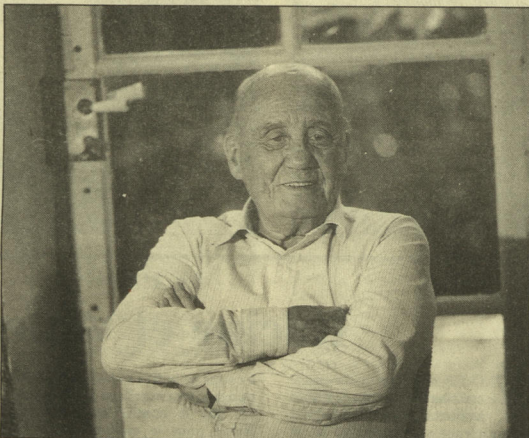
Arrêté par les Allemands en 1940, il est « interné civil », et gravement malade, libéré en 1942. De 1943 à 1945, Daniel coopère en France avec le mouvement trotskiste dans la clandestinité, essayant de maintenir une position internationaliste à l'écart du chauvinisme ambiant, en multipliant les appels aux travailleurs allemands jusque dans les rangs de l'armée d'occupation (activité militante on ne peut plus dangereuse, d'autant que les livres de Daniel sur le fascisme font partie de la fameuse liste « Otto »), mais

Daniel n'intègre pas l'organisation trotskiste.

De 1946 à 1949, Daniel s'établit aux États-Unis, aux côtés du mouvement ouvrier et des Noirs américains. Il en est interdit de séjour en 1949 dans le cadre de la « chasse aux sorcières » du maccarthysme et rentre en France.

La révolte des Conseils ouvriers hongrois, en 1956, contre le capitalisme d'Etat et la domination de l'U.R.S.S. le trouve en pleine étude des œuvres complètes de Bakounine. La conjonction de ces

le trouvant par trop social-démocrate ; lui qui, d'ailleurs plus tard, n'hésitera pas à dénoncer, toujours sans tabous, les tendances sociales-démocrates (et autoritaires) de Marx (cf. *La Rue*, 1983) et qui, il faut aussi le souligner, est un admirateur de l'apport « philosophique » des anarchistes individualistes tels qu'E. Armand ou Zo d'Axa, avec leur contestation concrète des valeurs morales de l'époque (n'oublions pas que Daniel est aussi fin connaisseur de l'œuvre de Proudhon). Il suit



deux faits le rend à jamais allergique à toute version socialiste autoritaire, qu'elle soit jacobine, marxiste, léniniste, trotskiste : Daniel s'emploie à « déboulonner l'idole Lénine » pour la stratégie duquel il éprouvait jusqu'alors une grande admiration. Il en critique les concepts militaires, dénonce la « notion frelatée de dictature du prolétariat », lui préférant celle de « contrainte révolutionnaire », il redécouvre l'apport de Rosa Luxemburg dans sa lutte contre l'ultra-centralisme et le « substitutionnisme » léninistes, allant jusqu'à entrevoir, là, des passerelles avec la spontanéité révolutionnaire, chère aux libertaires.

Cette démarche l'amène à écrire, en 1965, son célèbre texte *L'Anarchisme* (réédité en 1981, maintes fois traduit, tiré à plus de 100 000 exemplaires) et sa colossale *Anthologie de l'anarchisme, ni Dieu, ni Maître*, ce qui introduit rapidement un quiproquo dans nos milieux : Daniel n'est toujours pas un anarchiste au sens strictement idéologique, même si, sur le plan personnel, il fait preuve d'un esprit libertaire sans tabous. Par ces textes, il veut faire connaître tout l'apport original du courant anarchiste (et il y réussit d'ailleurs, car le petit livre de la collection « Idées » fut la 1<sup>ère</sup> lecture de nombreux libertaires d'aujourd'hui), mais, avant tout, dans le but de « réformer » l'ensemble du mouvement révolutionnaire (ce qu'il considère comme tel), l'affranchir des ornières autoritaires, jacobines, marxistes-léninistes, sans pour autant le faire basculer dans l'idéologie social-démocrate voire, aujourd'hui, « libérale bourgeoise » dans laquelle surnagent tant d'« ex-militants » des années 70.

Durant cette période, Daniel s'engage jusqu'au cou dans le soutien aux militants algériens, participe au « comité » France-Maghreb, signe le *Manifeste des 121 contre la torture et pour l'insoumission*, n'acceptant jamais les luttes fratricides entre F.L.N. et M.N.A., s'engageant en internationaliste comme partie prenante de la lutte et non pas comme « porteur de valises » au service d'un mouvement.

L'année 1962 le voit quelques temps au P.S.U., dont il s'éloigne

passionnément Ben Bella après le putsch de Boumédienne en 1965.

Mai 68 le jette dans la mêlée, ce deuxième « orgasme de l'histoire » qu'il connaît après le Front populaire. On le voit à 64 ans, à la Sorbonne, aux côtés de Dany Cohn-Bendit, alors membre du « groupe-non groupe » « Noir et Rouge » et du « 22 Mars ».

Puis il est cofondateur du Mouvement communiste libertaire, rassemblant des éléments issus de la F.C.L., de l'U.G.A.C., de la J.A.C. ; il élargit ses positions par le texte au titre qu'il reconnaît ambigu : *Pour un marxisme libertaire* (1969). La fusion (dont il est un des artisans de la plateforme)

ratée en 1971 entre l'O.R.A. et le M.C.L. le décourage et il va, de l'O.C.L. 1<sup>ère</sup> manière, rejoindre le groupe O.R.A. du XIII<sup>e</sup> arrondissement en 1973, O.R.A. devenue O.C.L. 2<sup>e</sup> manière en 1976, dont il s'éloigne à la « période autonome » pour rejoindre, « par ouvriérisme », en 1980, l'U.T.C.L., organisation dans laquelle il milite jusqu'à ses derniers jours.

Daniel est engagé totalement dans le comité pour la vérité dans l'affaire Ben Barka, dans le comité Vietnam national, dans le C.L.A.M. (comité de lutte antimilitarisme), tout en participant à la commission « Droits et libertés dans l'institution militaire » (D.L.I.M.) de la Ligue des droits de l'homme, autour de M<sup>e</sup> Noguères et même d'« officiers progressistes », dès sa création, pensant que les positions d'objection, d'insoumission et les activités de comités de soldats sont des luttes complémentaires et non pas contradictoires. Après la catastrophe du tunnel de Chézy (8 morts), il participe activement au Rassemblement national pour la vérité sur les accidents dans l'armée.

Dès sa fondation, il participe au Front homosexuel d'action révolutionnaire. Son anticolonialisme de toujours le pousse aux côtés des Antillais, des Polynésiens (soutenant son vieil ami Pouva'ana, si longtemps déporté en métropole, des Kanaks jusqu'à ces derniers jours). Daniel se lance dans la « guerre civile » des historiens voulant dénaturer la Révolution française, écrivant encore quelques mois avant sa mort : « qu'il est un impérieux devoir de faire front face à la ruée des contre-révolutionnaires qui préfèrent les Vendéens et les chouans aux sans-culottes, à la meute qui s'est jetée ces dernières années sur la "Grande révolution" pour la déchirer à pleine dents, la calomnier, la salir ».

Daniel n'a jamais été un « militant anarchiste », au sens strict, mais les anarchistes lui doivent beaucoup quant à la diffusion de leurs idées. S'il a attaqué un certain « viel anarchisme fossilisé » d'une certaine époque (tout

comme d'ailleurs le « marxisme autoritaire dégénéré » !), il a toujours voulu que le meilleur de l'anarchisme puisse peser dans le mouvement révolutionnaire pour y contrer les dérives autoritaires. Il ne concevait pas le communisme libertaire (ou « anarchisme-communisme », terme qu'il acceptait aussi) comme un dogme, mais comme une tendance, une recherche sans cesse inachevée, persuadé qu'il était que la révolution sociale future, à la fois nécessaire et désirée, ne serait pas « ni de despotisme moscovite ni de chlorose social-démocrate, qu'elle ne sera pas autoritaire, mais libertaire et autogestionnaire, ou si l'on veut, conseiliste » (A la recherche d'un communisme libertaire, Spartacus, 1984).

Daniel, en donnant son corps à la science, tu ne permets pas que ton souvenir s'enlise dans le rituel commun des tombes à fleurir. Tu nous obliges à célébrer ta mémoire par nos combats et nos luttes d'émancipation. Nous t'en remercions. Salut et fraternité !

Daniel GUERRIER

Un rassemblement-hommage organisé par l'U.T.C.L. s'est tenu au Mur des Fédérés le 23 avril 1988 rassemblant toutes les générations militantes depuis nos vétérans du Front populaire et de la Révolution espagnole jusqu'aux plus jeunes d'entre nous, l'ensemble du « mouvement libertaire » : F.A., O.C.L., T.A.C., C.N.T.F. ; tous les courants trotskistes et antistalinien, « frères ennemis » pour une fois rassemblés (avec leurs représentables d'hier et d'aujourd'hui) ; de nombreuses organisations : P.S.U., P.A.C., rénovateurs, des anticolonialistes et des représentants d'ex-colonies (Algérie, Indochine), un amiral saluant le combat antimilitariste de Daniel (!), des syndicalistes, des homosexuels, des historiens, des compagnes et compagnons anonymes. Daniel se serait plu à rêver, considérant l'assistance, à une future unité des révolutionnaires face aux affrontements inéluctables de l'avenir. Même éphémère, c'est le plus bel hommage à sa démarche militante sans dogme, ni tabou et à ses multiples engagements passionnés (un projet de Fondation D. Guérin autour de ses œuvres et de son engagement est en cours d'élaboration).

DANIEL GUÉRIN

## Le théoricien révolutionnaire

HISTORIEN de la Révolution française et du Front populaire, Daniel Guérin est surtout connu dans nos milieux pour s'être fait le défenseur au cours des dernières 25-30 années de sa vie de conceptions qu'il a qualifiées lui-même de marxistes-libertaires ou, pour être plus précis, d'un communisme libertaire entendu comme une sorte de synthèse de ce qu'il y a de positif dans le marxisme et dans l'anarchisme.

Profondément influencé par l'analyse matérialiste et historique du marxisme, ce n'est que progressivement et par étapes successives que Guérin va prendre conscience des errements léninistes, jacobins et dictatoriaux s'y rattachant. La découverte des idées anarchistes et, en particulier, celles de Bakounine puis de Proudhon aura pour effet de lui ouvrir les yeux sur des problématiques jusque-là écartées par les préjugés centralistes propres à certaines « orthodoxies marxistes ». Comme il l'écrivit lui-même en 1984 dans son avant-propos de *A la recherche d'un communisme libertaire* : « La lecture de Bakounine (...) m'avait été comme une seconde opération de la cataracte ».

Fort des nouveaux horizons que la connaissance des idées libertaires pouvait lui amener, Guérin n'hésita

pas à réviser ses précédents travaux sur la Révolution française, en particulier en supprimant toute référence à la notion de « dictature du prolétariat ».

Cependant Daniel Guérin n'ira pas jusqu'au bout de son évolution vers l'anarchisme et il ne reviendra jamais aux présupposés théoriques de sa jeunesse qui avaient fait de lui tout d'abord le militant socialiste et révolutionnaire en l'arrachant à son milieu bourgeois d'origine.

Dès 1969, avec *Pour un marxisme libertaire*, Guérin lance une formule destinée à rencontrer un certain écho mais aussi de multiples interrogations. Sorte de mariage de la carpe et du lapin (comme on a pu parfois l'écrire), le marxisme libertaire qui se voulait « synthèse, voire dépassement, de l'anarchisme et du meilleur de la pensée de Marx » ne représente plus aujourd'hui, avec une vingtaine d'années de recul, qu'une formule vide d'un programme, d'un projet ou d'une identité spécifique. Le naufrage des dernières velléités « scientifiques » du marxisme, les derniers voiles pudiques sur la pensée du « maître » tombés, l'utilité de la référence à Marx parmi les libertaires n'a plus de prise.

D'ailleurs, plutôt qu'une conception nouvelle venant s'ajouter à côté des idéologies « classiques »

du mouvement ouvrier, le marxisme libertaire de Guérin doit être considéré à notre sens et avant tout comme l'expression d'un certain malaise chez des révolutionnaires sincères de formation marxiste pour qui les affres du doute auraient succédé à la certitude du dogme.

La recherche de Guérin aura été en tout cas incapable d'obtenir cet enrichissement supposé de l'anarchisme mais apparaît bien plutôt comme le refus même des sentiments partagés, voire contradictoires, du lecteur qu'a été Guérin et qui traversent toute son existence.

D'ailleurs lui-même s'est toujours bien gardé de se laisser prendre au piège du « théoricien » dogmatique et n'a jamais prétendu avoir trouvé des « principes » nouveaux. Ses conceptions nous semblent en effet devoir être interprétées à la lumière d'un itinéraire et d'une évolution avant tout personnels. Sa volonté de poursuivre un combat social sans compromis et sans relâche, ainsi que ses efforts pour dépasser les clivages de chapelle traditionnels demeureront néanmoins méritoires et positifs de la part de quelqu'un qui a su rester fidèle à lui-même jusqu'à la fin.

M.G. (Paris)



MAI 68

# Paroles de femmes

Nous poursuivons ici la série d'interviews réalisées par Radio-Libertaire évoquant différents itinéraires de personnes anonymes ou non ayant vécu Mai 68. Il s'agit cette semaine d'un itinéraire essentiellement marqué par le féminisme avec Anne Zélski.

La Rédaction

*Théorie du M.L.F., nous étions assises sur les marches de la Sorbonne et nous nous disions : « Tout cela est formidable, mais il n'est pas question des femmes. Et si on faisait quelque chose pour les femmes ? »* Sitôt dit, sitôt fait. D'abord, nous avons commencé à prendre du papier et à placarder les murs avec des phrases d'auteurs connus, comme Fourier, sur les femmes. Puis nous sommes montées à la salle de réservations et nous avons dit au cheveu de service : « *Dis-donc, il n'y a pas de débat sur les femmes ?* ». Il nous répondit : « *Mais c'est formidable ! Organisez un débat. Qu'est-ce que vous voulez comme titre ?* ». « *Les femmes et la révolution ! Pourquoi pas ?* », « *D'accord, O.K., je vous marque quel jour ?* ». Nous réservâmes l'amphi Descartes et nous avons organisé le « premier » débat sur les femmes et la révolution.

— **Anne Zelenski** : Mai 68, pour moi, cela évoque quelque chose de très positif, qui continue. Je tiens à le dire parce que contrairement à beaucoup de gens du commun et même des gens qui ont vécu 68, tout se passe comme si c'était la préhistoire. Alors que pour moi, Mai 68 a des prolongements non seulement dans ma vie personnelle, dans ma vie militante mais dans l'environnement social.

— **« Monde libertaire »** : Comment as-tu vécu 68, Anne ?

— **A.Z.** : J'ai vécu 68 dans l'enthousiasme le plus absolu. Je dis souvent que je suis née en 68 pour de bon. Je suis née là, car j'ai tout de suite compris que c'était là ce que j'attendais depuis toujours sans savoir que c'était cela.

Je dois dire qu'avant 68, je n'étais absolument pas engagée dans un mouvement politique, sauf le féminisme qui est mon seul engagement de toujours. Aussi 68 fut un engagement politique au sens large du terme : ça a répondu à mes aspirations les plus profondes.

— **M.L.** : Alors, pratiquement qu'as-tu fait ?

— **A.Z.** : Avec une amie nous avions déjà constitué, en 1967, un petit groupe féministe qui s'appelait « Féminin-masculin à venir », et qui était mixte.

Et donc c'était déjà le pré-mai. Alors quand mai est arrivé, nous étions là avec ma copine, nous traînions à la Sorbonne tout le temps, nous humions cet air, nous nous remplissions de cette atmosphère. Il y avait déjà 15 jours que la révolution était « faite » et... point question des femmes dans tout cela. Alors avec ma copine, c'est ce que j'ai écrit dans mon premier bouquin

cieuses que nous devons garder et poursuivre.

— **M.L.** : Je crois que c'est la découverte de l'autre, de la communication, le respect de l'autre... ou la tentative de laisser intervenir... Tout était mûr pour que les femmes se prennent en main ?

— **A.Z.** : Oui, c'était à nous de le faire. Ce qui a survécu le mieux de 68, c'est le mouvement des femmes (sic). Non seulement, il lui a donné une impulsion énorme, mais dans le post-68, qu'est-ce qui a le plus agi sur la société actuelle ? Ce sont les féministes.

— **M.L.** : Avec la bataille pour la contraception, pour l'avortement, avec toutes ces luttes...

— **A.Z.** : Avec aussi l'éclatement de la famille. On ne finirait pas de compter les retombées de Mai et du féminisme dans le comportement actuel.

— **M.L.** : As-tu participé au M.L.A.C. ?

— **A.Z.** : Notre petit groupe a continué jusqu'en 1970. Nous avons réalisé une grande enquête sur la sexualité à Vincennes. Nous nous tenions toujours prêts à réagir, nous publions des lettres. C'est évident que la période n'était pas porteuse. Jusqu'en 1970, il y a eu un creux. Et en 1970, le mouvement des femmes s'est constitué à partir de la réunion des petits groupes éparés. Nous avons demandé aux hommes de partir de notre groupe qui était resté mixte. Et c'est là que s'est constitué le fameux M.L.F. J'y ai été partie prenante à fond depuis vingt ans.

Mes principales activités ont été la bataille pour l'avortement, avant le M.L.A.C. : le M.L.A.C., c'est déjà quelque chose qui est un aboutissement. J'ai participé à l'organisation du Manifeste des 343 (1). J'ai ensuite organisé les journées de la Mutualité, en 1972, qui ont été le premier meeting féministe.

Le féminisme m'a permis de tout découvrir. Le Manifeste, c'était la première fois de ma vie que je travaillais à préparer un manifeste. Un

meeting, comme à la Mutu, comme on l'appelle, c'était la première fois de ma vie. Ensuite, le premier bouquin que j'ai écrit, c'était aussi la première fois que j'écrivais un bouquin, etc. L'amour pour les femmes, ce fut aussi une découverte. Tout cela était insoupçonnable avant 68. Et donc je n'en finirais pas de dire tout ce que cela m'a apporté de positif. Cela s'est accompagné aussi de beaucoup de bouleversements intérieurs, de destructions.

— **M.L.** : Et de restructurations, dans un deuxième temps...



— **A.Z.** : Avec la psychanalyse. Sinon ça n'allait pas bien.

— **M.L.** : Mai 68 fut aussi très important pour la psychanalyse, à Vincennes... Et après ?

— **A.Z.** : Depuis 20 ans, je n'ai jamais arrêté sur cette lancée révolutionnaire, le mot n'est pas trop fort, avec des périodes de régression, de repli.

Aujourd'hui, concrètement, 20 ans après, c'est peut-être de plus en plus difficile. Tout de même, il y a une chose évidente, on est porté par l'histoire. Et quand l'histoire est molle, on a tendance à être mou. Alors, il faut se remuer d'autant plus pour continuer quand même à faire passer des idées et surtout à agir.

— **M.L.** : C'est-à-dire, on a du mal à les faire passer dans la mesure où on n'a pas de lieu pour les faire passer.

— **A.Z.** : Ce qu'on trouve toujours, ce sont des gens proches. Mais finalement a-t-on besoin d'être 150 pour faire des choses. On trouve des gens et des journalistes, une oreille de la société. Parce qu'au fond, nous fascinons les gens même si c'est tellement plus facile de se dire que nous sommes une bande de grands rêveurs. Il faut bien dire que les gens se disent cela, eux qui ont renoncé à tous leurs rêves. Nous sommes à la fois un objet de fascination et un objet de rejet.

— **M.L.** : Parce qu'on leur donne mauvaise conscience.

— **A.Z.** : Oui, et qu'en même temps, comme il y a cette conviction que j'ai gardée, j'entraîne les gens, ma conviction entraîne. Et aussi un peu de respect pour ceux qui restent fidèles à leurs idées, pour ceux qui n'ont pas renié.

Nous avons créé le premier refuge pour femmes battues en 1978, grâce aussi à mes efforts. D'abord, j'ai pris le train en marche mais, depuis 1980, j'ai permis à ce centre de continuer à vivre. Grâce à Rondi, j'ai

pu acheter un pavillon, puisqu'on allait être expulsées, et maintenant nous sommes très confortablement installées à Chatillon-sous-Bagneux. Donc, nous avons une structure qui est héritière directe, visible, repérable.

D'autre part, mes projets sont dans la poursuite de cette action pour une association qui va créer un lieu d'écoute pour les hommes violents. Je continue donc. Par ailleurs, je me bagarre beaucoup contre la pornographie que je considère dégradante pour la femme et pour l'homme aussi. Je continue le com-

bat féministe et Mai 68, parce que c'est dans la même voie, en me bagarrant contre l'invasion de la pornographie et en travaillant à l'ouverture de ce lieu pour accueillir ces hommes violents.

— **M.L.** : La pornographie, c'est une façon perverse de récupérer une pseudo-libération sexuelle. Beaucoup de femmes n'en prennent pas conscience.

— **A.Z.** : Oui, malheureusement. Et les milieux de gauche sont très peu ouverts à la compréhension de cela. On a beaucoup de mal, beaucoup à faire vis-à-vis de la pornographie. En fait, nous nous attaquons aux gens de gauche, aux lobbies industriels, à l'Etat, qui, dans les messageries roses, retire un bénéfice inouï ! Avec les anarchistes, il n'y a aucun problème. Ce sont mes voisins. Ce sont mes proches.

Là-aussi, où je suis parfaitement héritière de 68, c'est que je ne me bats pas du tout, pas seulement pour les autres, mais aussi pour moi. Je me fais plaisir en faisant tout cela. Pour moi, me battre, ce n'est pas un truc de bonne sœur : c'est inhérent à la vie. Si on ne se bat pas et qu'on accepte tout cela, autant crever tout de suite.

Il y aurait aussi des choses à dire sur les déviations — espérons-le, ponctuelles — de l'esprit de mai : ce mythe de l'égalité, aujourd'hui, qui consiste pour les femmes à mimer ce que font les hommes, au lieu de continuer à chercher au-delà. A acquiescer des privilèges qui étaient le fait des hommes, au lieu d'inventer un autre monde.

Je suis toujours en attente de vivre autrement. Je ne me satisfais pas une seule seconde de ce qui existe. La réalité est inacceptable.

Propos recueillis par les émissions « Femmes libres » et « Chronique syndicale »

(1) Le Manifeste des 343 femmes qui hurlaient haut et fort qu'elles avaient avorté, autour du procès de Bobigny.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## TERRITOIRES OCCUPÉS

## Dans les ghettos palestiniens, on tue les bébés

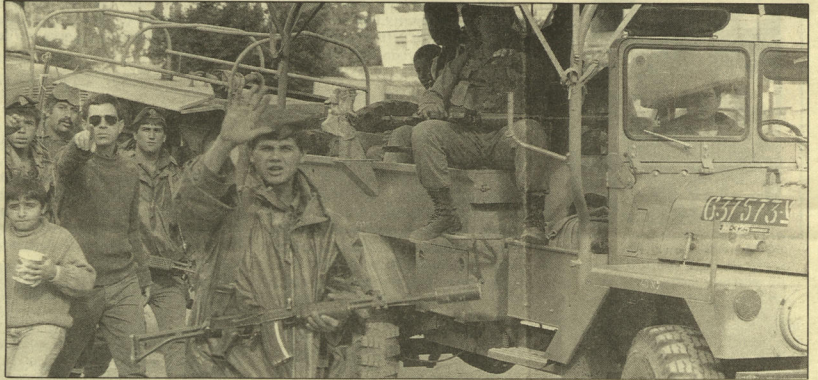
Notre camarade Dagmar s'est rendue dans les territoires occupés de Palestine, dans la semaine du 10 au 17 mai. Elle a donc assisté, entre autres violences, à la répression qui a suivi l'annonce de l'assassinat d'Abu Jihad.

La rédaction

Le touriste le plus candide — et il y a encore des touristes ! — qui parcourt Israël, du Lac de Galilée jusqu'à la Mer Rouge, ne peut pas y échapper : foule de garçons et de filles en uniforme, mitraillette à l'épaule, apparemment cool. Camps militaires, convois militaires, contrôles militaires. Des drapeaux et encore des drapeaux. Du fil de fer barbelé jusqu'à l'horizon, et derrière, des chars, des camions militaires. Une centrale nucléaire dans le désert. Une prison, et encore une prison ; des miradors. Des kibbouz qui produisent des bombes, juste à côté des coquettes guest houses. Et de la haine : « *Les Arabes, ce sont des fainéants. Ils préfèrent vivre de la charité internationale que de travailler.* » « *Un Arabe écrasé, dix qui reposent.* » Et le triomphe ouvert le jour de l'assassinat d'Abou Jihad à Tunis, l'homme le plus populaire de l'O.L.P. et son 21<sup>e</sup> membre assassiné depuis 1973. Bref, l'ambiance d'un Etat fasciste.

Et pourtant, notre touriste candide, ou même consciencieux, doit forcément échapper à la réalité la plus cruelle : les six prisons militaires où sont entassés, selon les chiffres officiels, environ 6 000 prisonniers palestiniens, en permanence. Atlit, près d'Haïfa ; Dhaharya, près d'Hebron ; Fara'a, près de Naplouse ; une autre près de Tulka-rem ; Ansar II à Ghaza et, depuis peu, Ansar III, dans le désert du Néguev. Ces prisons sont présentées par le modéré *Jerusalem Post* comme des « véritables écoles de la haine. » Notre touriste passera sans rien voir, même s'il fait un tour rapide à Bethlehem, en Cisjordanie, pour visiter les « lieux saints », devant le camp de Dhaisheh, caché derrière des murs et des fils de fer barbelés, où des réfugiés palestiniens sont entassés depuis seize ans.

Le docteur Jadallah (qui a passé six mois en prison, où il a été torturé) de l'Union of Health Care Committees y est un homme très connu. Pourtant, en entrant, il met



son foulard palestinien en évidence, pour éviter des malentendus dans cette ambiance lourde et explosive. Portes et volets des maisonnettes délabrées sont fermés en signe de grève. Silence dans les ruelles désertées, où seuls les chats sautillent. Un filet d'eau descend entre les murs : « *Regarde, voici leur seule source d'eau.* » Petit à petit, des femmes sortent, visages graves. Elles parlent lentement. Le fils de Laïla, douze

ans, a été arrêté hier. La nuit, la porte d'une jeune femme, dont le mari est en prison, a été enfoncée, des militaires ont cassé fenêtres et tables, frappé les enfants et sont repartis satisfaits pour une nuit. Mais ces récits sont interrompus par des cris d'alarme provenant de l'entrée du camp ; des militaires arrivent. « *Vite, vite, on va casser les appareils photo !* ». Départ en vitesse, permettant d'échapper de justesse à un contrôle.

L'Union of Health Committees, menacée par l'interdiction, compte trois cents membres et existe depuis 1985. Elle dispose de trois petites cliniques à Naplouse, à Hebron et à Ghaza. Elle s'occupe des premiers secours, mais veut surtout être une aide à l'auto-organisation. « *Depuis le soulèvement de décembre, tout a changé. Nous nous occupons surtout de l'évacuation des blessés qui, souvent, se cachent de peur d'être arrêtés et se vident de leur sang. Il y en a des milliers.* »

« *Mais ce qui est nouveau, c'est l'emploi d'un gaz toxique, versé par hélicoptères sur les camps. Ce gaz attaque surtout les personnes âgées et les enfants en bas âge. Quarante-cinq bébés sont morts ainsi jusqu'à présent. Et il tue les fœtus dans le ventre de leur mère. Nous sommes au courant de 165 cas d'avortements « accidentels », dus à ce gaz, mais il faut compter le double, car beaucoup de femmes ne veulent pas en parler... Pour les enfants nés vivants, des séquelles sont à craindre. D'où vient ce gaz ? Les traces trouvées sur les lieux, indiquant janvier 1988 comme date de production et portant la mention « danger cause death ! » nous mènent à Pensylvanie et à la Californie.* »

Le rendez-vous avec Zuheira Kemal de la Fédération of Palestinian Women's Work Committees in the Occupied Territories, est également mouvementé. Adresses changeantes, numéros de téléphone qui ne répondent plus. Questions prudentes, quatre appels avant la rencontre au coin de la rue, lettres d'amis communs en mains.

Enfin, au lieu de rendez-vous, une surprise : il y a foule et l'ambiance est à l'activité débordante. Des femmes de tous âges, calmes, décidées, mais aussi quelques infirmiers et volontaires européens. Le sujet de préoccupation, ici aussi, est le gaz mortel.

Nous avons également rencontré deux secrétaires de la General Federation, Trade Unions in the West-bank, union de 52 syndicats, englobant des ouvriers palestiniens de diverses branches d'industrie (bois, métallurgie, services publics, tourisme et autres). C'est un syndicat ancien en Cisjordanie (il date de 1963) et il a été interdit pendant plusieurs années. Des 20 000 travailleurs dont la moitié travaille en Israël, 40 000 sont officiellement adhérents. Ce « faible » nombre s'explique par la situation et les représailles qui menacent les adhé-

rents. « *Ils exercent de nombreuses pressions sur nous depuis 1980, et des modifications des lois sur le travail. Le nom de tous nos membres sont contrôlés par l'Intelligence Service. Beaucoup de nous sont arrêtés sans procès, sans moyen de défense. Actuellement, 90 de nos membres se trouvent en prison, entre autres Mahmut Ziadeh, le secrétaire général, incarcéré depuis six mois. Deux des déportés au Liban étaient des membres actifs. Nous-mêmes avons été incarcérés et torturés, dans les prisons Fara'a et Inaid.* »

Les activités de ce syndicat paraissent en effet primordiales pour la lutte palestinienne dans sa forme actuelle, par la stratégie des grèves générales et par le développement d'une autonomie dans les territoires. Il ne faut pas négliger que l'économie israélienne dépend en grande partie de la main-d'œuvre palestinienne, qui en fournit plus de 40% et présente donc une armée d'esclaves inestimable, étant rémunérée au minimum et ne bénéficiant pas des mêmes prestations sociales que les travailleurs israéliens. Ils représentent donc une force, ces « Arabes fainéants », et commencent à en devenir de plus en plus conscients. Beaucoup de stratégies de l'O.L.P. elle-même en semblent dépassées. Et le « mouvement national unifié » (mes interlocuteurs repoussent le terme « commandement » — « *personne ne nous commande !* » — en est aujourd'hui à son treizième tract. « *Nous changeons notre style de vie. En créant partout des comités partout des comités (lidschan) nous développons l'entraide, nous cultivons nos propres jardins, nous travaillons dans nos propres ateliers, au lieu de ceux des Israéliens. Shultz et compagnie ? Nous n'avons rien à voir avec leurs marchandages. Ce que nous voulons, c'est notre autonomie. La lutte durera des mois, des années ou jusqu'à notre mort, mais nous ne céderons pas. Et nos enfants continueront la lutte, s'il le faut.* »

Le journal An-Nahar, du côté arabe de Jérusalem, a dernièrement publié une lettre d'un Israélien de treize ans, Leor Kay, de Tel Aviv. Celui-ci invitait les Palestiniens à abandonner leurs « violences ».

Un garçon palestinien de douze ans, Salam Obeidat, lui a répondu cette semaine : « *Moi, je ne pense pas, en demandant ma liberté et mon autonomie, que je sois en train de mettre une violence ou d'être un extrémiste... Si toi, Lior, étais un garçon palestinien, je pense que tu voudrais probablement combattre l'occupation comme les enfants palestiniens la combattent... Quant vous êtes venus ici pour vivre à côté de nous, quel cadeau m'avez-vous apporté ? Un bombardier, un char, un fusil, des bombes à gaz ? C'est ça, l'offre pacifique d'un enfant pacifique, Lior ?* »

DAGMAR

## ISRAËL

## Quarante ans...

L'ETAT d'Israël a fêté ses quarante ans. Il va de soi que pour les juifs d'Israël comme pour tous ceux qui en sont solidaires, cela a une grande importance. C'est l'anniversaire d'une victoire et c'est une nouvelle victoire. Il apparaît que si, à l'étranger, c'est toujours la répression qui fait l'événement, en Israël, c'est la fête qui a primé.

## Deux poids, deux mesures

Pour fêter ses quarante ans en « paix », Israël a totalement fermé les territoires occupés durant quatre jours. Bien sûr, il s'agissait là

d'une mesure pacifique afin de se prémunir contre d'éventuels actes de terrorisme, une sage précaution en quelque sorte, n'ayant rien à voir avec du terrorisme...

Et tandis que les tenants de ce discours priaient avec ferveur et lamentations (sur leur propre sort), Abou Jihad était enterré à Damas. Lui ne vivait pas dans un camp en Palestine mais dans une villa à Tunis. Il n'avait probablement jamais faim, jamais peur d'être réveillé chez lui en pleine nuit pour être conduit en prison et torturé, il faisait partie de l'élite, de l'O.L.P. en exil.

Il faisait si bien partie de l'élite qu'aux yeux des gouvernements israéliens il était le principal fomenteur de troubles dans les territoires occupés. Pour Israël, Abou Jihad était celui par qui l'O.L.P. tentait de prendre le contrôle de la guerre des pierres. A partir de là, comment imaginer que ce ne sont pas les services secrets israéliens qui ont agit en conséquence ?

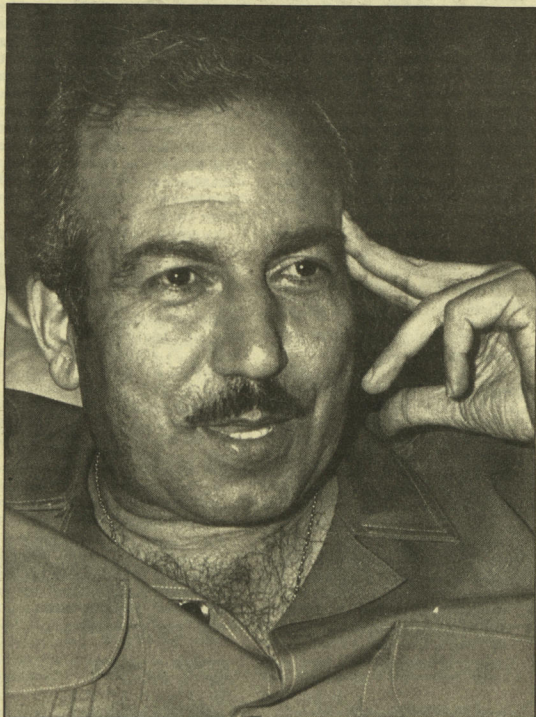
Même en Israël, peu de gens en doutent. Autant dire que l'approbation est quasi unanime. Comme l'avait montré un sondage sur la « politique de fermeté » dans les territoires occupés, tout comme le montre la timidité de l'opposition. Cent soixante-dix Palestiniens sont morts dans les territoires occupés depuis le début de la guerre des pierres. Etaient-ils donc tous des terroristes tombés sous les balles de soldats en situation de légitime défense ? On apprenait, encore à l'occasion du quarantième anniversaire d'Israël, que des militaires reconnus sur des images d'une télévision américaine ayant frappé des prisonniers avaient été condamnés à des peines dérisoires...

## Triste anniversaire

Anniversaire d'injustice et de guerre, anniversaire de fanatisme et d'impérialisme... le bilan est triste. Défenseur d'une politique raciste et criminelle, Israël est le principal fournisseur d'armes de l'Iran (dont les dirigeants sont d'ailleurs toujours aussi antisémites), la qualité de ses liens avec le gouvernement d'Afrique du Sud est bien connu aussi...

Contre tous les Etats, les anarchistes sont aussi contre l'Etat d'Israël. Dans la mesure où sa création coïncide avec la privation de libertés, avec la garantie de privilèges pour certains et de pauvreté pour d'autres, avec ses scandales et ses magouilles politiques, Israël n'est pas un Etat différent des autres. Il doit être combattu comme les autres.

Le Furet



Abou Jihad.



NOUS AVONS REÇU !

« Bayou la rose » (Etats-Unis) : les dernières informations sur les amérindiens et leurs luttes aux U.S.A., les luttes antinucléaires au Nevada, la manifestation de Big Mountain les 9 et 16 avril 1988. « Bayou la rose », P.O. Box 2576, San Diego CA. 92 112, U.S.A.

« Black Flag » (Grande-Bretagne) : le journal de la Croix noire anarchiste. Au sommaire : le droit d'organiser la grève générale ; la résistance des squatts londoniens ; l'intelligence service derrière la mort de Rueda (anarchiste espagnol) ; réquète sur la mort des aborigènes ; attaques contre les mineurs ; sous la ligne économique... 250 interdits professionnels ; nouvelles de l'Anarchist black cross ; guerre et paix, tractations souteraines. « Black Flag », B.M. Hurricane, London WC 1 N 3 XX, Angleterre.

« Direct Action » (Grande-Bretagne) : journal de la section anglaise de l'A.I.T., le Direct Action Movement. De nombreuses informations sur les luttes professionnelles en Grande-Bretagne : la lutte des infirmières ; les mineurs britanniques ; mais aussi des infos sur le S.M.O.T., les balles de plastique ; des articles sur l'environnement, le logement... « Direct Action », Box DA Raven Press, 75 Picadilly Manchester, Grande-Bretagne.

« Sicilia Libertaria » (Italie) fait un compte rendu de la rencontre anarchiste sicilienne, publie des articles sur les femmes et diverses informations sur les luttes en Sicile et en Italie. « Sicilia Libertaria », Giuseppe Gurrieri, Vico Leonardo, Imposa 4, 97100 Ragusa, Italie.

« Umanita nova » (Italie) : journal de la Fédération anarchiste italienne, numéro du 24 avril 1988. Au sommaire : la lutte des anarchistes de Pise pour obtenir un local pour se réunir ; archives, les anarchistes de Turin pendant le fascisme ; les contrats de formation ouvrier, des informations sur les luttes en Italie.

« Senzapatria » (Italie) : journal antimilitariste anarchiste (numéro d'avril-mai 1988) : le point sur les luttes d'objecteurs ; déclaration commune d'insoumission au règlement militaire pénitentiaire ; conférence nationale des 13, 14 et 15 mai 1988 sur l'antimilitarisme ; non violence et militarisme ; militantisme et antimilitarisme ; service civile, autoréduction et pourquoi pas !. « Senzapatria », C.P. 72, 24032 Calolziocorte, Italie.

« Organise » n° 6 (Irlande) : Au sommaire : anti-électorisme, extradition, le cas de Martin Foran et des six de Birmingham...

Communiqué

La Fédération anarchiste appelle à une réunion publique au 33, rue des Vignes, vendredi 27 mars à 20 h 30, sur la situation brésilienne avec un invité anarcho-sindicaliste de la C.O.B. qui évoquera également la création d'une Fédération anarchiste brésilienne.

CORÉE DU SUD

Les syndicats indépendants

DANS la foulée des protestations des étudiants dans la rue, et des promesses de réformes du gouvernement, des travailleurs de la Corée du Sud ont commencé à revendiquer leurs droits. Au cours des mois de juillet et d'août, les travailleurs de plus de 900 entreprises ont mené des grèves, des sit-in et d'autres actions liées à leur travail.

Tout d'abord, le problème central pour les employeurs a été qu'au

centre des revendications des grévistes, il leur était demandé de reconnaître et de négocier avec des syndicats nouvellement formés et non affiliés à la fédération des syndicats coréens collaborationnistes. Ces nouveaux syndicats ont été plus ou moins spontanément organisés sur le terrain par la base, pendant la vague des grèves et ce en restant complètement ignorés des lois du travail coréennes, et sans être reconnus statutairement par le gouvernement.

Un exemple remarquable de ces nouveaux syndicats indépendants est la Fédération des syndicats industriels des Hyundai. En août, les travailleurs (Hyundai a le monopole de la fabrication des automobiles jusqu'aux pompes à essence) ont formé un comité consultatif ad-hoc des syndicats indépendants formés de différents subsidiaires de Hyundai. Ils notifièrent à Hyundai leur désir de négocier, et Hyundai répondit par des lock-out dans six usines.

Ceci provoqua des protestations massives à Ulsan, allant jusqu'à l'occupation des chantiers navals Hyundai par plus de 20 000 travailleurs. Après quelques jours de grève, rendus tendus par des affrontements avec la police, un ministre du gouvernement est apparu devant une assemblée de grévistes et a annoncé que le gouvernement voulait appuyer les grévistes demandant la reconnaissance de leur syndicat. Le gouvernement a également assuré aux grévistes qu'il ne voulait pas prendre de mesures de représailles contre les délégués syndicaux comme il l'avait fait par le passé. Hyundai était d'accord de mauvaise grâce.

Depuis cette victoire et d'autres similaires ailleurs, beaucoup d'employeurs, Hyundai en particulier, ont refusé de mener des négociations sérieuses. Les nouveaux syndicats continuèrent leur grève et menèrent d'autres négociations. Le régime de Chun a manqué à ses promesses ; il s'est acheminé vers la prise de mesures sévères vis-à-vis du nouveau syndicat ; il a arrêté quelques meneurs des syndicats. Lee Hyong Gon, président de la Fédération des syndicats industriels de Hyundai fut particulièrement visé dans ces arrestations. Des lettres de protestation peuvent être envoyées à : Président Chun Doo Hwan, Office of the President Chong-Wa-Dae, 1 Sejong-no Chongno-ku, Seoul, Corée du Sud.

Traduit de « Libertarian Labor review »

ETATS-UNIS

Les I.W.W. et les prisons

PLUS de quatre cents prisonniers détenus au centre correctionnel du sud de l'Ohio, à Lucasville, ont signé des pétitions autorisant les Industrial Workers of the World à les représenter lors de la négociation collective avec leur employeur, l'Etat de l'Ohio. Les prisonniers reçoivent habituellement entre treize et dix-huit cents de l'heure, environ vingt-quatre dollars par mois, pour différents travaux. Les prisonniers ont choisi les I.W.W. en raison des traditions de lutte de solidarité et d'action directe de ce syndicat, et parce que les « Wobblies » ont toujours pris fait et cause pour les travailleurs, même les plus opprimés.

Le harcèlement

Les dirigeants de la prison de l'Ohio ne sont pas très ravis et ont répondu comme prévu à la conduite du syndicat. Comme tous leurs acolytes partout ailleurs, ces champions de la loi et de l'ordre ont recouru à toute sorte d'activités illégales pour se débarasser des I.W.W. Les « cartes rouges » des I.W.W. sont confisquées, les correspondances des prisonniers avec le syndicat sont détruites, et les écrits des I.W.W. sont saisis comme de la marchandise de contrebande, entre autres pratiques.

Ni les prisonniers syndicalistes de Lucasville ni les tenaces I.W.W. n'ont été intimidés par cette campagne de harcèlement de l'Etat. L'activité du syndicat continue dans la prison et les I.W.W. ont intenté une procédure judiciaire pour pratique déloyale dans le travail contre les dirigeants de la prison. Le combat des prisonniers a reçu une large attention des médias, et presque tous les journaux de l'Ohio en ont parlé ; parfois même sur une page entière.

D'après « Bayou la rose »

Libérez Léonard Peltier

Le chef du bureau de Los Angeles du F.B.I. a dénoncé les animateurs et organisateurs du concert de soutien à Léonard Peltier, avec Willie Nelson et Kris Kristofferson. Ici, dans le Sud du Cal, il y a eu quelques oppositions à des stations de radio boycottant les disques des deux chanteurs. Nous avons demandé aux gens d'appeler les stations de radio pour réclamer leurs chansons.

Le 5 octobre 1987, la Cour Suprême américaine a refusé un nouveau procès à Léonard. Ceci après que 55 membres du congrès, des personnalités et des milliers de des milliers de lettres et de pétitions aient demandé que Léonard Peltier puisse avoir un nouveau jugement.

De quoi le F.B.I. a-t-il si peur ? Puisque autant de personnes réclament un nouveau jugement, pourquoi ne l'accorde-t-il pas juste pour mettre les choses au clair ? Serait-ce possible que la vérité fasse trembler le pouvoir ? Le F.B.I. a été, et continue d'être, une police politique dans ce pays.

S'il vous plaît, écrivez au Bureau international du comité de défense de Léonard Peltier et offrez votre aide. International Office of Léonard Peltier Defense committee, P.O. 10044, Kansas City, M.O. 64111, U.S.A.

Traduit de « Bayou la rose »

Rencontre pan-américaine à Toronto du 1er au 4 juillet

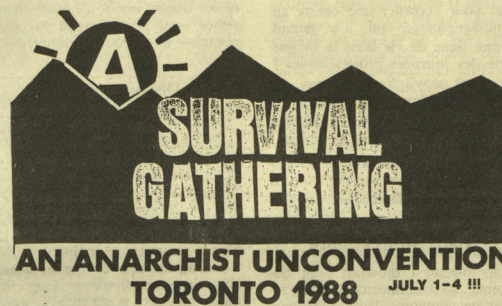
Suite à la rencontre qui avait eu lieu l'an dernier et qui laissait présager d'un bon début de contacts entre les différents groupes anarchistes nord-américains, ils récidivent cette année. Contrairement à ce qui avait été annoncé, les journées n'auront pas lieu du 17 juin au 20 juin, mais du 1er au 4 juillet.

De nombreux ateliers sont prévus : prisonniers et prisons ; l'entraide et l'alternative économique ; hommes et femmes de couleur ; le retour au pays ; survivre ; la solidarité du bloc de l'Est ; les squatts ; femmes et self-défense ; santé des femmes ; quelles pratiques ? ; résistance à l'autorité médicale ; etc.

Toute personne désirant y tenir une table de presse doit s'adresser à Michael A. Gunderloy, Factsheet Five, 6, Arizona Ave., Rensselaer, N.Y., 12144 U.S.A.

Si vous voulez obtenir plus d'information, ou un bulletin de participation à la rencontre, contactez : A Survival Gathering, P.O. Box 435, STN. P., Toronto, Ontario M5S 2S9, Canada.

Les relations internationales



BOX 435 STN P, TORONTO ONT. M5S 2S9 CANADA

ESPAGNE

Lutte de classe

APRÈS la fusion de Volkswagen et S.E.A.T., un processus de reconversion accélérée a débuté, avec l'aide des syndicats majoritaires (CCOO-U.G.T.). Les pactes n'ont pas bénéficié aux travailleurs, comme la convention II et l'accord entre la direction et l'U.G.T.-CCOO. Ce pacte n'a pas été accepté lors de la première réunion, mais il fut accepté le 25 février par l'U.G.T.-CCOO. La C.N.T. n'était pas présente lors de cette seconde réunion, considérant celle-ci comme une grossière farce, alors que l'accord avait déjà été décidé avant.

Le nouveau plan prévoit le renvoi de 562 travailleurs indirects. De plus, ce chiffre sera augmenté en juin 1988. Comme compensation, les travailleurs recevront 7 000 pesetas (350 francs) et un jour de congé. La section syndicale de la C.N.T. à S.E.A.T. considère que ce pacte entérine la vente des droits acquis et des conquêtes sociales. Pour la C.N.T., tout cela n'a pour but que de faire de la S.E.A.T. une usine d'assemblage de pièces fabriquées par Volkswagen ou d'autres usines nationales, abandonnant ainsi la production intégrale. Avec cet accord, est recherchée une augmentation de la production et une utilisation intensive de la main-d'œuvre et des machines. Cela permet, de plus, à l'entreprise de ne pas réaliser les investissements auxquels elle s'était engagée. La C.N.T. propose comme alternative, l'embauche de

nouveaux travailleurs pour couvrir les nécessités de production et exige avant toute signature d'un quelconque accord que cela soit discuté en assemblée des travailleurs. Comme cela ne s'est pas fait et que le pacte est très négatif pour l'usine, la C.N.T. fait le nécessaire pour révoquer le comité central de zone franche, le seul où le comité d'entreprise est représenté et qui regroupe la majorité de l'usine (13 000 des 22 000 travailleurs de l'entreprise). Six mille cinq cents signatures ont déjà été obtenues débutant ainsi le processus de révocation du comité.

Relations internationales

Pays-Bas

Un nouveau lieu d'information s'est créé à Amsterdam. Inauguré le 19 février, il regroupe :

- une librairie parallèle (Slagerzich) dont le but est de fournir des informations sur le capitalisme, le racisme, le sexisme et des informations inédites sur des pays non occidentaux ;
- un collectif (Frontline) voulant travailler sur la distribution d'infos à propos des luttes qui ont lieu tant au Pays-Bas que dans d'autres pays.

Adresse : 8.10, Albert Cuypstraat, Amsterdam.

1<sup>er</sup>-MAI VICHYSOISLes 1<sup>er</sup>-Mai se ramassent à la pelle

Dans l'histoire sociale certaines dates sont des références obligées tel le 1<sup>er</sup>-Mai, intimement lié à la revendication de la journée de huit heures et à nos compagnons de Chicago pendus pour la plus grande gloire du capitalisme.

Depuis sa transformation, le 1<sup>er</sup>-Mai a connu des hauts et des bas : des grands rassemblements unitaires de 1936-1937 en France, aux parades des chars soviétiques, en passant par les manifestations réprimées de Varsovie ou de Santiago...

Aujourd'hui, ce 1<sup>er</sup>-Mai sera marqué par la découverte provocatrice de Le Pen, on pouvait souhaiter la Saint-Jeanne-d'Arc, une semaine plus tôt ! Mais après tout le 1<sup>er</sup>-Mai en a vu d'autres, il y a plus de quarante ans, un vieillard sénile avait bien trouvé que sa fête tombait juste ce jour-là. C'était Pétain ! Et d'ailleurs les discours actuels de certains candidats n'ont-ils pas des accents bien vichyssois.

Mais laissons le grand historien Dommanget nous raconter ce 1<sup>er</sup>-Mai 1941, avec des extraits de son livre *Histoire du 1<sup>er</sup>-Mai* (1).

J.-M. MERCADER

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, les deux tomes 100 F.

D U 1<sup>er</sup> mai 1940 au 1<sup>er</sup> mai 1941, les événements tragiques se succèdent : l'invasion allemande, l'exode, la courte installation du gouvernement à Bordeaux, l'armistice, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, la création de l'Etat français à Vichy, puis la continuation et la consolidation des conquêtes hitlériennes dans toute l'Europe et en Afrique du Nord avec, en dernier lieu, après une campagne foudroyante, l'occupation de la Grèce.

Le 1<sup>er</sup> mai 1941 se situe donc en pleine *Révolution nationale*. Et le vieux maréchal, qui s'est adressé deux mois auparavant aux ouvriers de Saint-Etienne, au cours d'un voyage spécial, a l'ambition d'obtenir des travailleurs français une « adhésion enthousiaste » à l'œuvre de « reconstruction sociale » qu'il a entreprise. La voie semble libre. La C.G.T. est dissoute depuis près de six mois, malgré l'aménagement de ses statuts et les gages de son Comité confédéral du 20 juillet 1940. Jouhaux est emprisonné. Et l'on discute d'une *Charte du Travail* pour duper et museler les ouvriers. Comme Hitler, Pétain, dans son programme habilement balancé, répudie la lutte de classes, le socialisme international, les grèves et l'action syndicale en même temps que « le règne de l'argent » et « l'omnipotence des trusts ». Comme le führer, le maréchal entend capter la journée des travailleurs au profit de son régime de « Paix sociale » correspondant aux aspirations monarcho-paternalistes et chrétiennes de son entourage. Et comme, étant ambassadeur à Madrid, Pétain s'est épris d'admiration pour la dictature de Franco, nous voici donc en France avec un 1<sup>er</sup>-Mai de type absolument nouveau, tenant à la fois du 1<sup>er</sup>-Mai hitlérien et du 1<sup>er</sup>-Mai phalangiste.

Ce 1<sup>er</sup>-Mai, en dehors des facteurs résultant de la conquête et du mimétisme inévitable en pareil cas revêt des aspects originaux et imprévus sur lesquels il convient de s'appesantir.

Particularités du 1<sup>er</sup>-Mai vichyssois

Et tout d'abord, comme il se trouve par pure coïncidence que sur six prénoms le Maréchal porte en tant que quatrième celui de Philippe, et comme le jour de la Saint-Philippe, fête chère aux gens d'« Action française », tombe précisément le 1<sup>er</sup> mai, une « divine surprise » d'un autre genre permet à la fois le ralliement des Maurassiens au nouveau 1<sup>er</sup>-Mai et la confusion de l'idolâtrie du chef du chef avec l'idolâtrie du Roy. (...)

Une autre particularité, c'est la consécration du 1<sup>er</sup>-Mai comme

*Fête du Travail et de la Concorde sociale* par la loi du 12 avril 1941 (art. 1). L'article stipule :

« Ce jour sera chômé sans qu'il en résulte une diminution de salaire. Dans le cas où le travail ne pourrait être interrompu, les travailleurs bénéficieront d'une indemnité compensatrice à la charge de l'employeur. »

« La moitié du salaire ou de l'indemnité sera, dans des conditions fixées par un arrêté du secrétaire d'Etat au Travail, versée au Secours National à titre de souscription ouvrière. »

Mais cette loi, contresignée par Barthélemy, Bouthillier et Belin, était pour le moins maladroite en ce qui touche le dernier alinéa. A cette époque où les difficultés de la vie allaient croissant, il parut abusif d'imposer l'abandon de la moitié du salaire journalier, même à une œuvre de solidarité. Aussi, dans la semaine qui suivit, cet alinéa fut abrogé purement et simplement, ce qui amena le quotidien de Georges Suarez, paraissant à Paris, à déplorer « que les légistes de Vichy multiplient ces sortes de bévues qui provoquent la méfiance et diminuent un prestige déjà bien entamé ».

Pour mieux marquer l'esprit de solidarité française, de concorde nationale, de paix sociale et d'apaisement du nouveau 1<sup>er</sup>-Mai, le maréchal — pressé par la campagne du *Cri du peuple*, le quotidien de Doriot, et par une intervention de Fernand de Brinon, représentant de Vichy à Paris — fit un geste de clémence que la presse orchestra savamment. Comme au temps de la monarchie où le roi graciait en l'honneur de sa fête un certain nombre de prisonniers qui se morfondaient dans les bastilles de l'ancien régime, Pétain procéda à une série de grâces amnistiantes. Elles visaient environ 700 internés administratifs qui, depuis un an et plus, subissaient la rigueur des camps de concentration, la plupart pour leur activité pacifiste ou syndicaliste. Mais ce geste ne se traduisit, en fin de compte, à la date du 1<sup>er</sup> mai, que par des libérations en nombre assez restreint, cependant que le même jour des nervis du régime assassinaient lâchement l'ancien député socialiste de l'Ariège, François Camel.

Une autre caractéristique, c'est la volonté bien arrêtée chez les néo-partisans du 1<sup>er</sup>-Mai, de reléguer le plus possible au magasin des accessoires la revendication de la diminution des heures de travail, plate-forme type de la journée. C'est ce qui ressort des publications de la propagande vichyssoise. C'est ce qu'on note en lisant attentivement les discours de Pétain dont nous parlons ci-après. Et c'est logique. Est-ce que l'*Espoir français*, relatait complaisamment « l'œuvre sociale »

du maréchal, ne faisait pas sentir que la loi du 25 mars 1941 permettait de revenir sur les limitations imposées jusque-là et de prévoir « une augmentation possible de la durée du travail » ? Il ajoutait que dans certaines professions et régions la durée légale du travail pourrait être portée de 40 à 48 heures par semaine et que certaines entreprises pourraient recourir à des heures supplémentaires jusqu'au plafond de 54 heures par semaine.

Autre particularité : le souci, pour mieux sortir le 1<sup>er</sup>-Mai de la tradition révolutionnaire, de le rattacher solidement aux vieilles coutumes, aux réjouissances populaires, aux fêtes religieuses, aux corporations de l'ancienne France. On ne pouvait évidemment effacer « le souvenir des épisodes révolutionnaires, parfois tragiques qui, dans le passé, illustrèrent ce jour de l'année ». On les relate au besoin en les interprétant comme des malentendus et des erreurs. Mais n'est-il pas significatif qu'après avoir dis-



calisme de revendication et de combat, on choisisse précisément ce 1<sup>er</sup>-Mai pour accorder une chartre au compagnonnage qui n'a jamais donné signe de vie dans la longue série des journées prolétariennes ? Ce statut provisoire ne fut pas, du reste, promulgué officiellement, à la demande même des responsables du mouvement compagnonnique, peu soucieux d'engager un avenir incertain. (...)

En zone sud, la journée prit un caractère uniquement officiel. Elle se plaça sous le triple signe du tricolore, du sabre et du goupillon. A Vichy même, promu au rang de capitale, la célébration comporta le salut aux couleurs, place de l'Hôtel-de-Ville, la « remise des cahiers de revendications » par les corporations. Le maréchal, accompagné de l'amiral Darlan, vice-président du Conseil, et de personnalités officielles, partit ensuite entre deux haies de légionnaires et d'enfants des écoles pour un périple dans le Bourbonnais.

Après un court arrêt à Saint-Pourçain, les « hôtes illustres » parvinrent à Montluçon décoré d'oriflammes, de drapeaux et de

banderoles. Par une ironie du sort que les événements imprévisibles réservent toujours, c'est l'Hôtel-de-Ville où Jean Dormoy, l'un des pionniers du 1<sup>er</sup>-Mai international, siégea plus de dix ans, qui fut le centre de la cérémonie. Une compagnie du 152<sup>e</sup> régiment d'infanterie y rendait les honneurs. Après la sonnerie *Aux Champs* et la *Marseillaise*, le maréchal la passa en revue, salua un rassemblement d'enfants vêtus de bleu, de blanc et de rouge. Dans la salle d'honneur, après les paroles de bienvenue, le chef d'Etat reçut les représentants des diverses catégories sociales qui lui firent part de leurs vœux et lui offrirent des cadeaux, s'ajoutant au muguet symbolique présenté par les enfants. Après la visite au monument aux morts et un déjeuner intime, le maréchal visita le centre Dunlop.

De Montluçon, le cortège officiel gagna Commentry où, après l'inspection des installations industrielles, le maréchal gagna à pied l'Hôtel-de-Ville. Là, du balcon tricolorisé, dominant une petite place

Le maréchal a ensuite tracé les devoirs des patrons :

« Un chef d'industrie, un patron, pour mériter le commandement dont il est investi, doit se considérer comme ayant charge d'existences et même, dans certains cas, charge d'âmes. Il doit avoir le souci majeur de la dignité, du bien-être, de la santé et du moral de ses collaborateurs et de leurs familles. Il doit même faire un pas de plus en respectant la liberté de ses ouvriers et ne pas vouloir à toute force leur bien tel qu'il le conçoit, eux. »

Tout un passage proclame la légitimité des revendications ouvrières élémentaires et promet qu'elles seront satisfaites.

« Que veulent-ils donc au juste les ouvriers, lorsqu'ils s'interrogent dans l'honnêteté de leur conscience et dans la sincérité de leur cœur ? »

« Ils veulent d'abord s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise ; ne pas être traités comme

triangulaire encadrée de vieilles maisons grises, sous la pluie, il prononça devant une foule assez clairsemée — si l'on en juge par une photo — un discours radiodiffusé.

## Discours social du maréchal

De sa voix nette et fortement martelée, il commença par exposer la conception chrétienne du travail en rappelant la formule de malédiction : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Puis il ajouta :

« C'est donc à tort qu'on a fait luire à vos yeux le mirage d'une cité future où il n'y aurait plus de place que pour le plaisir et le loisir. Mais si le travail est pour l'homme un fardeau, il est aussi un bienfait. Il est en effet une condition de la bonne santé morale et physique, de l'équilibre et du développement des facultés humaines. »

« C'est une erreur de croire que l'on puisse conserver intactes toutes ses facultés dans l'oisiveté. Nous ne développons nos capacités et nos forces que par l'exercice que nous nous donnons. »

des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants ; avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme. Ils veulent, ensuite, échapper à l'incertitude du lendemain, être protégés contre les aléas du chômage, trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux dire, une propriété, avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes. Ils veulent, en outre, participer dans une mesure raisonnable au progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre les misères qui les guettent, lorsque survient la maladie ou lorsque arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie.

« Toutes ces aspirations sont légitimes et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. »

Et c'est sur une esquisse très vague de l'ordre nouveau corporatiste établissant « l'équilibre et l'harmonie » sur le plan du travail que s'achève le discours.

DOMMANGET

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## CINÉMA

## « L'insoutenable légèreté de l'être »

DANS LA Tchécoslovaquie du Printemps de Prague, un jeune médecin Tomas (Daniel Day Lewis), vivante illustration de *l'insoutenable légèreté de l'être*, brûle doucement et passionnément sa vie à la recherche du plaisir. Il flambe devant le corps des femmes et passe en particulier de longs moments d'intimité dans le lit de la belle Sabina (Lena Olin), artiste intelligente et libre.

Un jour, lors d'un déplacement en province, Tomas rencontre la pudique et troublante Tereza. Une rencontre fortuite et sans lendemain... Mais, peu de temps après, Tereza débarque à Prague et s'installe dans la vie et dans le lit de Tomas. Commence alors pour ces deux êtres un histoire d'amour passionnée faite d'orgasmes fous et de déchirements violents. Tomas et

Tereza se marient et vivent pleinement le printemps de 1968. Tomas dénonce le parti communiste et le « père » soviétique que le peuple tchèque doit tuer. Tereza s'affirme et s'exprime par la photographie.

Une sombre nuit du mois d'août, les chars soviétiques entrent dans Prague pour rétablir « l'ordre ». Prague se réveille sous le pouvoir rouge kaki de l'envahisseur russe. Le peuple tchèque descend dans la rue pour hurler sa révolte et pour défendre sa liberté. Tomas et Tereza sont dans toutes les manifestations. Ils vont donner une nouvelle intensité à leur amour en se battant ensemble contre l'invasion soviétique. Avec son appareil photo, Tomas « mitraille » l'occupation. Elle témoigne ainsi de la répression. Mais, elle est bientôt arrêtée et ses photos vont servir de

pièces à conviction contre d'autres protestataires.

De nombreux Tchèques commentent à fuir leur pays. Suivant l'exemple de Sabina, Tomas et Tereza choisissent le chemin de l'exode et de l'exil et quittent une Tchécoslovaquie bâillonnée pour Genève. La vie dans une Genève indifférente au drame tchèque n'est pas simple. Tereza quitte Tomas et rentre dans son pays. Tomas la rejoint peu de temps après. Mais rien n'est plus comme avant. Ils sont mis au ban de la société et ils vont préférer bientôt quitter Prague pour vivre à la campagne.

En choisissant d'adapter un roman de l'écrivain tchèque Milan Kundera, le cinéaste Phillip Kaufman vient de réaliser un film essentiel qui raconte l'errance — l'amour, la vie et la mort — de deux êtres pris dans les griffes d'une société cannibale. Kaufman a filmé l'espoir assassiné par la raison d'Etat. Les images de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie sont bouleversantes. Elles témoignent du désespoir d'un peuple bafoué et de l'acharnement des forces répressives.

*L'insoutenable légèreté de l'être* est un film sur l'individu. L'indi-

vidu à la recherche de sa liberté. L'amour, la création et l'insoumission sont pour lui des armes libératrices. Un film grave et pessimiste. Car, finalement, la raison d'Etat l'emporte. Un brouillard de silence et de censure descend sur la Tchécoslovaquie. C'est la première mort de Tereza et de Tomas.

Pourtant l'espoir est présent dans ce film. Car l'espoir est dans l'insoumission et dans l'amour. *L'insoutenable légèreté de l'être* a le goût de la liberté.

Pascal DIDIER

## Reiser va mieux, il a accompagné Desproges au cimetière

C A m'a surpris au saut du lit. C'était même comme on dit une belle matinée de printemps avec les oiseaux qui chantent et les feuilles des tilleuls d'en face qui commencent à avoir de l'allure. Il ne pleuvait pas.

Alors j'ai pensé tout de suite que c'était le genre de connerie qui pouvait pas arriver à Jean-Marie Le Pen. Tu penses un truc pareil. Même Michel Droit il passe à côté. Et pourtant Michel Droit... Vous voyez ce que je veux dire...

Et puis, en plus, j'ai jamais trouvé grand chose qui me fasse souhaiter la mort de quelqu'un. Pas grand-chose c'est déjà quelque chose me direz-vous. Mais j'ai pas trouvé quoi !

Et puis rien, j'ai pensé que j'avais rien à dire, et qu'on pouvait pas rien dire dans le *Monde libertaire*. Alors j'ai trouvé : c'est trop

con, pourquoi à lui (sous entendu et pas à Le Pen, hi, hi, hi !), il est plus grand mort que vivant, c'est bien la première fois qu'il ne nous fait pas rire. Mais tout ça c'est des cucuteries de journalistes pressés qui n'ont que ça à faire et qui sont comme tout le monde : emmerdés et pas prévenus. Mais c'est pas grave pour eux. C'est des pros. Ils trouveront toujours une connerie à raconter : une anecdote confidentielle et rigolote, un bout de bande magnétique un peu clando qui n'a jamais causé dans le poste ou une émission de télé à rediffuser. Mais ça offre pour une fois un intérêt : il n'y a jamais eu de pompage ou de déchets. Ou alors y'a longtemps, ou bien j'ai oublié, enfin y'en a pas.

Alors le coup de la courte et rigolote maladie c'est lui qui l'a fait, celle de la longue et doulou-

reuse schwartzenbergite, c'est lui aussi. Qu'est-ce que tu veux dire après ? Encore les platitudes du genre : il est parti trop tôt, trop jeune pour un martyr et trop vieux pour un mythe, c'est toujours les meilleurs qui partent les premiers. Personne n'a même pensé à lui cracher dessus, y'en a aussi qui disent qu'avec Reiser ils vont bien se marrer. Ah les salauds ! Et puis si c'était vrai d'abord ? Quand t'es mort, t'as tous les droits.

Allez salut Desproges, nous en veux pas si on a cherché des machins rigolos à dire et qu'on a pas trouvé. Il nous a manqué un peu l'étincelle, le truc, le machin qui s'appelle l'humour et qui peut pas s'expliquer sinon c'est pas drôle. Tu peux plus comprendre.

Jean-Pierre VANHECKE

## EXPOSITION

## La passion du respect

LES nordistes ont la réputation d'être plus préoccupés par les problèmes écologiques que les Français. La peinture de Jette With met toutes ces préoccupations en scène et traite de l'actualité, écologique, agricole, et met en lumière tous les « exploits » de l'homme pour dominer la nature, au nom du profit et du progrès voir des deux. Ces peintures actuelles sont figuratives et mettent en scène des situations qui peuvent réveiller en nous ce qu'il nous reste d'humain, dans une société où la compétition remplace le réalisme ; où l'amour de l'entreprise et de son projet doit remplacer l'amour humain.

Il me semble indispensable que cette peinture soit vue par le plus grand nombre. Loin des modes et des avant-gardes, Jette With peint comme un artiste qui se sent avant tout humain et qui a pris conscience que dans le combat pour sauver la planète de l'imbécillité, du profit l'artiste a sa place toute entière. Une place à part qui doit bien sûr évoluer, questionner, déranger, remettre en cause nos habitudes et notre pensée.

Elle a conscience de sa position, et elle définit sa peinture de cette manière : « Et la peinture dans tout ça ? C'est un autre monde irréel, hors du temps, où je suis seule. Alors, pourquoi peindre ces choses-là, après que les artistes se soient tellement battus pour faire de l'art pour l'art ? L'art à contenu n'est pas à la mode, plutôt un peu suspect et hors de la course internationale pour une place dans l'histoire ? Mais qui des artistes ou des historiens font l'Histoire. Moi, je peins mes protestations, c'est ce qui donne un sens à ma vie ici et maintenant. »



On voit dans ces propos une artiste moins préoccupée par une reconnaissance du milieu que d'être le témoin de cette fin de siècle. Une de ses préoccupations est la viande que nous mangeons, sur ce thème nombre de peintures furent exécutées. L'élevage en batterie, l'industrialisation des abattoirs, la destruction de la nature, les pluies acides, la pollution de la mer sont des pièges que l'homme s'est fabriqué au cours de son histoire. Si l'homme est piégé par ses propres découvertes, il ose encore piéger les rares espèces animales encore en liberté.

Au cours d'une émission de télévision traitant des pièges et voyant

les souffrances de ces animaux, elle décide d'en faire le thème de son exposition, qui est « Cibles et pièges à Paris ». Ce sont donc ces cibles et pièges à Paris que vous pourrez voir à la Maison du Danemark (1) à Paris, allez découvrir cette peinture qui fera certainement figure de témoignage dans quelques années. Et que le lieu de l'exposition ne vous arrête surtout pas.

André ROBERT

(1) Exposition Jette With jusqu'au 22 mai 1988, Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées, Paris (8<sup>e</sup> étage).

## Jouer de fête rue des Vignoles

Trois générations rassemblées, des visages heureux, des silhouettes connues, le soleil d'un dimanche après-midi dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, rue des Vignoles exactement, où, comme chaque année en cette saison, a lieu la fête de la C.N.T.F.

Les enfants s'amuse — il y en a plein — et les adultes rient, se saluent, discutent, tandis que nos amis les chanteurs et leurs musiciens se préparent. Un dernier café, un gâteau avalé, et hop ! tout le monde en salle. Presque pleine ! Le spectacle commence avec Germain Pica et Pierre Nicol's son bassiste. Répertoire connu du vieux Paris de Montmartre — Aristide Bruant, Gaston Couté, Bernard Dimey, Pierre Mac Orlan... — enrichi de plusieurs chansons nouvelles, dont la gaularserie met en joie — et peut-être en appétit ! — tous les assistants.

Vraiment Germinal est en grande forme. A l'aise, à la chanson, à la guitare, comme au poème, sensible et gai luron, on se demande s'il va s'arrêter un jour pour laisser la place à Alain Aurenche et son pianiste Alain Bréheret. Et, un peu plus tard, mais nous nous envolons sur la voix vibrante et généreuse d'Aurenche, dont on aimerait qu'elle s'adresse à 6 000 personnes réunies tant ses textes nous remuent et nous parlent de tout ce qui nous tient à cœur. Sans oublier cette merveilleuse complicité-amitié entre le chanteur et son pianiste, qui donne au récital toute sa dimension musicale et humaine. Un grand moment, jusqu'à celui où Aurenche, en chantant, sort de la salle par la porte du fond, mais nous aurons droit à une dernière chanson, avant d'applaudir encore, de discuter en petits groupes du 1<sup>er</sup>-Mai, de la manif contre le Front national, de la vie, du lundi, et de nous quitter en sachant que l'année prochaine, vous viendrez encore plus nombreux participer à cette fête — toujours animée par deux de ces généreux chanteurs dont nous avons la chance d'être amis — et avec tous les petits cénétistes que vous allez mettre au monde d'ici là.

F. GUILLAUME



## CORSE

## Interview du secrétaire général du S.T.C.

Nous vous présentons cette semaine la deuxième partie de l'interview de Bernard Trojani, secrétaire général du Syndicatu di Travagliadori Corsi (S.T.C.). Après nous avoir présenté la situation générale en Corse (cf. *Monde libertaire* n° 704), il aborde plus spécifiquement l'organisation et le rôle de ce syndicat.

La rédaction

— « *Monde libertaire* » : Que représente aujourd'hui le S.T.C. : nombre d'adhérents, activité, implantation ?

— Bernard Trojani : L'année dernière, car nous n'avons pas encore les chiffres de 1988, nous totalisons 2 000 rentrées de cartes (1). Le S.T.C. compte 115 sections d'entreprise et les secteurs les plus importants sont les transports, avec une implantation notable dans la marine marchande ; la distribution agro-alimentaire et le secteur hospitalier ; puis d'autres, comme les services, le tourisme, etc. Nous avons plus de 300 marins, qui ont basculé de la C.G.T. au S.T.C. : celles qui sont leurs origines, puisqu'il n'y a pas que des Corses et que ceux-ci sont même minoritaires dans certaines compagnies. La distribution, les services et le tourisme représentent une part essentielle de l'économie de l'île... L'implantation syndicale dans le secteur touristique est assez difficile car il s'agit d'emplois saisonniers, pas forcément renouvelés d'une année sur l'autre, souvent occupés par des gens qui viennent de l'extérieur et qui repartent après une saison ou deux. (...)

### Une spécificité du S.T.C. est sa présence dans toutes les régions de l'île.

Au niveau du fonctionnement du S.T.C., l'organisation est fortement influencée par le fait que de nombreux militants viennent d'horizons différents et qu'ils savent par expérience ce qu'il faut éviter pour que le syndicat tombe dans la bureaucratie et que les travailleurs soient dessaisis de leur outil de lutte. Nous avons donc essayé de mettre en place des structures qui garantissent le plus possible la démocratie syndicale, ça veut dire des structures horizontales et non pas verticales. Il n'y a pas, par exemple, de fédérations. La section de base est souveraine, a tous les pouvoirs, avec une représentation directe au conseil national qui est l'instance dirigeante du syndicat entre les congrès. Il s'agit d'une représentation directe et unique, c'est-à-dire qu'une section maritime avec 200 adhérents n'a qu'un représentant, qu'un droit de vote, au conseil national, de même que la section d'une petite entreprise de dix ou quinze adhérents. On essaie de tout faire pour qu'il n'y ait pas de grosses sections qui empêchent le fonctionnement démocratique du syndicat... Ensuite, existe un exécutif de 13 ou 14 membres qui n'a aucun pouvoir décisionnel et ne peut remettre en cause les options prises par le conseil national ou par le congrès. Puis, surtout, les unions locales... qui sont très importantes car elle permettent de rassembler dans les villes et les campagnes toutes les sections syndicales de la région, indépendamment de leur corporation, et dans lesquelles s'élaborent la réflexion et le travail. Une spécificité du S.T.C. est sa pré-

sence dans toutes les micro-régions de l'île, ce qui n'est pas le cas des autres syndicats, représentés surtout dans les grandes villes. (...) C'est quelque fois beaucoup plus difficile de faire vivre ces unions locales dans les micro-régions de l'île, mais en tout cas elles existent et nous faisons tout pour qu'elles vivent.

Une autre de nos difficultés : le S.T.C. s'est développé trop vite... ou plutôt se trouve confronté à une responsabilité et à une des tâches qu'il n'a pas, souvent, les moyens d'assumer, que se soit au niveau matériel ou humain. L'essentiel des personnes syndiquées au S.T.C. ont très peu d'expérience syndicale, très peu de formation, et nous nous heurtons à un problème pour mettre en place une formation syndicale. Cela freine notre développement ! Si nous avions pu, plus rapidement, mettre en place une formation et si les organisations, révolutionnaires ou non, nous avaient apporté un appui plus important à ce niveau-là, peut-être que cela permettrait un développement plus grand de notre organisation syndicale. Mais, l'ostracisme qui frappe la lutte du peuple corse et la déformation systématique de celle-ci nous désavantage pour avoir ne serait-ce que des aides précises au niveau syndical.

— M.L. : Cela dépend peut-être des objectifs que le S.T.C. se donne... Lutte de libération sociale et lutte de libération nationale, est-ce bien conciliable ?

— B.T. : D'abord, le S.T.C. n'est pas aujourd'hui une organisation syndicale figée dans ses positions et dans ses débats. Il est en pleine évolution et, à partir de son expérience sur le terrain, de la confrontation des idées, essaye le plus possible de coller à la réalité et d'élaborer une stratégie et des positions de principe. Le S.T.C. n'est pas un produit fini... c'est une organisation en pleine évolution. Nous espérons qu'au fur et à mesure de sa progression, nous pourrions définir des objectifs plus précis... à propos, par exemple, du mode de production, des coopératives, de l'entraide. (...)

Nous participons, avec d'autres organisations syndicales, à une coalition qui s'appelle Unità Naziunalista. Celle-ci regroupe le syndicat des enseignants (S.C.I.), le syndicat des agriculteurs (S.C.A.), le syndicat des commerçants et des artisans (F.C.C.A.), le syndicat de lycéens et d'étudiants (A.L.C., C.S.C.) et les parents d'élèves (A.P.C.). Par rapport à certains, nous ne sommes pas d'accord pour qu'ils aient une existence autonome, par exemple le S.C.I. — nous l'avons toujours dit, y compris lors du 1<sup>er</sup> congrès. Les enseignants sont des salariés comme les autres et ils devraient rejoindre le S.T.C. ou une structure commune. Des discussions ont lieu actuellement et nous espérons que cela débouchera sur une fusion. Quant aux autres organisations, elles ont leur spécificité de par le secteur qu'elles organisent. Au sein de la coalition, le rôle du S.T.C. est de faire avancer les propositions ouvrières, et les solutions ouvrières à la question corse. Il est vrai que notre participation à Unità ne peut se concevoir que dans le cadre du

respect de notre indépendance en tant qu'organisation syndicale.

Aujourd'hui, les problèmes n'existent pas trop du fait de la politique coloniale et du capitalisme, que ce soit le syndicat des agriculteurs ou celui des commerçants, ils sont plus près des salariés que des grands patrons. Ce ne sont pas les gros entrepreneurs ou les chefs d'entreprises agro-alimentaires qui sont syndiqués à la Fédération corse des commerçants et des artisans. Ce sont les petits artisans, les petits commerçants, qui subissent de plein fouet la politique coloniale et qui donc tendent de plus en plus vers une paupérisation. A nous de savoir leur expliquer qu'il ne peut y avoir qu'une alternative ouvrière à cette situation et que celle-ci doit remettre en cause, bien sûr, l'existence même au niveau social de leur choix de système de production, d'organisation. Mais c'est un débat démocratique que nous avons au sein d'Unità parce que nous ne pensons pas non plus que c'est en imposant que nous pouvons faire avancer les choses.

Mais nous avançons, par exemple avec le S.C.A. car il reste dans la

que c'est pour cela que nous tenons — et que nous veillons — à l'indépendance de notre syndicat, pour qu'il soit toujours et à tout moment, aujourd'hui comme demain, quoi qu'il arrive, l'expression de la volonté de la classe ouvrière en Corse. Et non une organisation inter-classiste qui nierait ou gommerait la réalité sociale, et donc la lutte des classes. (...)

### Il ne peut y avoir libération nationale sans libération sociale.

Nous, nous expliquons qu'il ne peut y avoir libération nationale sans libération sociale. Et non pas le contraire, nous n'avons jamais dit qu'il ne pouvait y avoir de libération sociale sans libération nationale. Nous sommes là justement pour démontrer que la libération nationale ne se fera qu'à partir de la prise en compte par le mouvement national de la question sociale. En



mémoire collective cette notion historique de propriété collective et nous arrivons avec les syndicalistes agricoles à travailler en commun dans le secteur coopératif. Dans les faits, ils ont choisi ce mode de fonctionnement et ils agissent énormément avec la Fédération régionale des coopératives agricoles. Il y a l'expérience de Pini qui est très intéressante car il s'agit du travail en commun par une vingtaine d'agriculteurs corses d'un ancien domaine colonial. Donc, de ce côté-là, on s'aperçoit que, contrairement à ce qu'on pourrait penser, la solution des coopératives, égalitaire, a fait en Corse depuis quelques années de grands progrès. Alors, je pense que nous en sommes aussi porteurs et qu'il s'agit pour nous de la développer ; c'est un des débats qui a lieu au sein d'Unità.

— M.L. : Au sein d'Unità Naziunalista, il existe aussi une organisation politique...

— B.T. : A Cuncolta Naziunalista... c'est pareil, le travail que nous réalisons avec elle se situe sur une base d'égalité, ce n'est pas une organisation politique avec des syndicats comme courroies de transmission. C'est un contre-pouvoir, une structure de lutte du peuple corse au même titre que les autres organisations. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas être vigilants quant à l'évolution future d'Unità... rien n'est acquis à tout jamais. Les problèmes, qui n'existent pas trop aujourd'hui, peuvent arriver demain, surtout dans le cadre d'un autre avenir pour la Corse, surtout si c'est un autre avenir institutionnel... Il est évident

clair, les forces qui vont demain remettre en cause le politique colonial, qui vont offrir une alternative à une politique coloniale : sociale et économique, ne pourront être que des forces basées sur la libération sociale... Pour nous, il n'y a aucune contradiction. Mais ce qui est certain, c'est que tant que le lien colonial, le lien de sujétion qui existe entre la France et la Corse subsistera, il n'y aura par contre aucune possibilité de libération sociale. S'il n'y avait pas ce lien colonial, l'aspect social de la lutte aurait été assumé par les organisations syndicales traditionnelles françaises, et le S.T.C. n'aurait pas lieu d'exister. La meilleure preuve que lutte de libération sociale et lutte de libération nationale sont indissociables, c'est l'existence du S.T.C.

— M.L. : Quelles sont les relations entre la coalition Unità Naziunalista et le F.L.N.C. ?

— B.T. : Il n'y a pas de relations avec le Front et la coalition. Il existe une lutte globale, et au sein de celle-ci une organisation qui s'appelle Front de libération nationale de la Corse qui se définit comme politico-militaire. Cette organisation mène une lutte de libération nationale pour redonner au peuple corse les moyens et les possibilités de choix au niveau de son avenir économique, social et culturel... C'est une lutte qui nous apparaît comme complémentaire et qu'on ne peut pas opposer à celle que nous menons sur le terrain social. Ceci dit, nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce que

fait le F.L.N.C. Nous avons et nous gardons notre droit de critique interne sur les actions du Front. Nous nous devons une solidarité active, d'abord avec les militants emprisonnés... Lorsqu'on examine la composition sociale de ces prisonniers, on s'aperçoit que c'est le peuple corse : des employés, des instituteurs, des enseignants, des ouvriers, des agriculteurs...

— M.L. : Mais ne craignez-vous pas, comme d'autres exemples historiques l'ont montré, que l'organisation politico-militaire prenne le pas sur les organisations syndicales ?

— B.T. : Qu'on le craigne ou non, cela ne change rien... Nous, notre problème est de créer les conditions pour que les solutions ouvrières à la question corse soient celles qui existeront. Donc on n'a pas à craindre quelque chose, on a à prendre des mesures et à développer la discussion, le débat, l'organisation pour que cela n'existe pas... (...) Mais il est vrai qu'il faut toujours avoir en tête ces possibilités de déviation, d'usurpation par une fraction ou une autre, des conquêtes populaires... je crois que c'est une question de rapport de forces. Est-ce que la classe ouvrière en Corse sera capable d'être la force motrice du processus révolutionnaire et de conserver son indépendance, justement par rapport aux autres structures, tout en participant à la même lutte ?

— M.L. : Un mot d'ordre comme « corsisation » des emplois peut être mal interprété ?

— B.T. : La « corsisation » des emplois, c'est simple... Ce n'est pas prendre un non-Corse qui travaille et lui dire : « Tu t'en vas ! », et mettre un Corse à la place. Ça c'est une vue de l'esprit, ou de la propagande ! La « corsisation » des emplois, c'est partir d'un constat : chaque année, il y a des milliers de Corses qui sont obligés de s'exiler, en particulier des jeunes, parce qu'ils n'ont pas reçu sur place une formation. En revanche, les chiffres montrent que 7 000 à 8 000 non-Corses arrivent chaque année. Cela veut dire qu'il y a des possibilités de travail et de développement dans l'île, et qu'existe une discrimination. (...) Cette discrimination passe par le fait que la formation professionnelle n'existe pas ou plutôt qu'elle est dévoyée par le système politique quant aux formes et aux choix des orientations. Les travailleurs corses sont, en règle générale, concentrés dans les bas emplois créés par le tourisme ; alors que dans certains secteurs qualifiés, à technicité, dans les Télécoms ou dans les banques, on s'aperçoit que le taux de Corses est complètement inexistant. Ce n'est pas un problème d'origine, mais d'égalité des chances. Il existe une discrimination et il faut la faire cesser. A partir de là, « corsisation » des emplois veut dire égalité des chances pour tous, développement de la formation professionnelle et suppression de ce sentiment de frustration que peuvent ressentir les jeunes.

(1) A titre de comparaison, la C.G.T. annonçait il y a deux ans le chiffre de 3 000 syndiqués (certains en baisse depuis) et la C.F.D.T. 600. A rapprocher des résultats aux élections prud'homales (C.G.T., 3 767 voix ; C.F.D.T., 600) (cf. *Monde libertaire* de la semaine dernière). Les chiffres I.N.S.E.E. de 1985 comptabilisaient 61 790 salariés (privé et public), ainsi partagés : 4 877 dans l'agriculture, 4 705 dans l'industrie (hors B.T.P.), 8 146 dans le bâtiment et les travaux publics, 44 062 dans le tertiaire (NDLR).

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.